

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS

à partir du 1^{er} de chaque mois
 France & Algérie : Un an... 25 fr.
 — Six mois... 14 fr.
 Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.
 — Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : **Éconopéen-Paris**

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : 0 fr. 50 ; Étranger : 0 fr. 60

INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres
 Annonces en 7 points 2.50
 Réclames en 8 points 4 »
 Ce tarif ne s'applique pas aux annonces
 et réclames d'embaux.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1203. — 47^e volume (13)

Bureaux : 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2^e Arr^t)

Vendredi 26 Mars 1915

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'Émission de l'Europe (En millions de francs)

DATES	Encaisse métallique		Circulation fiduciaire	PRINCIP. CHAPITRES					Taux de l'escompte
	Or	Argent		C/compt ^s et dépôts particuliers	Porte-feuille	Avances s' valeurs mobilières			
FRANCE — Banque de France									
1914 23 juillet...	4.104	640	6.912	943	1.541	739			3½
1915 4 mars.....	4.240	377	11.072	2.363	3.330	738			5
1915 11 mars.....	4.242	377	11.093	2.390	3.186	715			5
1915 18 mars.....	4.244	378	11.109	2.451	3.108	688			5
ALLEMAGNE — Banque de l'Empire									
1914 23 juillet...	1.696	418	2.334	1.180	939	63			4
1915 23 février...	2.838	55	6.078	1.977	5.118	54			5
1915 7 mars.....	2.867	52	6.131	2.140	5.326	47			5
1915 15 mars.....	2.895	53	6.172	2.370	5.516	47			5
ANGLETERRE — Banque d'Angleterre									
1914 23 juillet...	1.094	»	733	1.055	844	»			3
1915 3 mars.....	1.500	»	863	2.971	2.954	»			5
1915 10 mars.....	1.497	»	857	3.244	3.175	»			5
1915 17 mars.....	1.487	»	852	2.510	2.894	»			5
DANEMARK — Banque Nationale									
1914 31 juillet...	110	»	219	24	94	15			6
1914 31 décemb...	133	»	289	17	92	19			6
1914 31 janvier...	147	6	272	6	70	18			5½
1915 28 février...	147	7	279	24	66	17			5½
ESPAGNE — Banque d'Espagne									
1914 24 juillet...	543	730	1.919	498	446	170			4½
1915 6 mars.....	588	724	1.988	603	505	330			4½
1915 13 mars.....	589	727	1.984	609	490	325			4½
1915 20 mars.....	590	730	1.973	601	490	310			4½
HOLLANDE — Banque Néerlandaise									
1914 25 juillet...	340	17	652	10	185	130			3½
1915 27 février...	548	3	960	44	191	443			5
1915 6 mars.....	562	3	964	70	181	430			5
1915 16 mars.....	571	3	958	73	175	429			5
ITALIE — Banque d'Italie									
1914 31 juillet...	1.105	89	1.730	245	586	115			5½
1915 31 janvier...	1.126	112	2.205	599	760	157			5½
1915 10 février...	1.127	115	2.128	459	782	239			5½
1915 20 février...	1.128	116	2.104	486	794	252			5½
ROUMANIE — Banque Nationale									
1914 18 juillet...	154	1	414	14	237	47			5½
1915 13 février...	154	1	598	41	292	57			6
1915 20 février...	154	1	597	37	286	55			6
1915 27 février...	154	1	597	44	287	57			6
RUSSIE — Banque de l'État									
1914 21 juillet...	4.270	197	4.358	698	1.049	518			5½
1915 21 février...	4.186	137	8.205	1.456	4.070	864			6
1915 1 mars.....	4.186	140	8.251	1.718	4.318	865			6
1915 8 mars.....	4.181	140	8.342	1.914	4.326	832			6
SUÈDE — Banque Royale									
1914 31 juillet...	146	8	320	109	236	11			5½
1914 31 décembre	152	3	426	162	306	58			6
1914 31 janvier...	153	4	375	116	219	44			5½
1915 28 février...	158	4	388	94	186	38			5½
SUISSE — Banque Nationale									
1914 23 juillet...	180	19	268	51	94	14			3½
1915 27 février...	239	31	408	54	142	16			4½
1915 7 mars.....	238	32	403	56	134	17			4½
1915 15 mars.....	239	33	394	59	133	17			4½

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Londres.....	25.224	25.174½	25.25	25.30	25.29	25.35	25.44
New-York.....	518.25	516 »	525 »	528 »	526 »	528 »	531.50
Espagne.....	500 »	482.75	512.50	512.50	524 »	520 »	526.50
Hollande.....	208.30	207.56	210.50	210.50	209.50	210 »	210 »
Italie.....	100 »	99.62	92 »	94 »	90.50	92.50	92.50
Pétrograd.....	266.67	263 »	222.50	222.50	222.50	222.50	221.50
Scandinavie...	139 »	138.25	129.50	129.50	129.50	129 »	130 »
Suisse.....	100 »	100.03	96 »	96 »	98 »	98 »	98.50

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Londres.....	100 liv.	99.82	100.20	100.31	100.27	100.50
New-York.....	» dol.	99.56	101.30	101.80	101.50	101.80
Espagne.....	» pes.	96.55	102.50	102.50	104.80	104 »
Hollande.....	» flor.	99.64	101.50	101.50	100.57	100.81
Italie.....	» lire.	99.62	92 »	94 »	90.50	92.50
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	83.43	83.43	83.43	83.06
Scandinavie...	» cou.	99.46	93.16	93.16	93.16	92.81
Suisse.....	» fr.	100.03	96 »	96 »	98 »	98 »

Changes de Londres sur : (chèque)

	Pair	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Paris.....	25.224	25.184	25.25	25.32½	25.30	25.34	25.45
New-York.....	4.86½	4.871	4.82	4.80½	4.81½	4.80½	4.78½
Espagne.....	25.22	25.10	24.95	24.65	24.20	24.40	24.30
Hollande.....	12.109	12.125	12.02	12.04½	12.06	12.08½	12.13
Italie.....	25.22	25.268	27.30	28.55	28.25	27.50	27.55
Pétrograd.....	94.62	95.80	112 »	114.50	114 »	113.75	114.50
Portugal.....	53.28	46.19	35 »	35.50	35.50	35.50	35.25
Scandinavie...	18.25	18.24	19.55	19.65	19.70	19.50	19.38
Suisse.....	25.22	25.18	26.22½	26.30	25.95	26 »	25.80

Valeurs en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Paris.....	100 fr.	100.14	99.89	99.60	90.70	99.54
New-York.....	» dol.	99.90	100.95	101.32	101.15	101.25
Espagne.....	» pes.	96.64	100.89	102.50	104.22	103.37
Hollande.....	» flor.	99.87	100.74	100.54	100.41	100.19
Italie.....	» lire.	99.82	92.39	88.35	89.28	91.72
Pétrograd.....	» rou.	98.77	84.48	82.63	83 »	83.48
Portugal.....	» mil.	86.69	65.68	66.62	66.62	66.62
Scandinavie...	» cou.	100.85	93.35	92.88	92.64	93.58
Suisse.....	» fr.	100.17	96.16	95.91	97.20	97.01

La perte du *change scandinave* sur les marchés de Londres et de Paris est d'environ 7 % depuis plusieurs semaines, sans qu'il se manifeste une tendance sérieuse à l'amélioration. La couronne cote à Paris 1.30 contre 1.39 au pair et 1.383 le 16 juillet. Londres cote 19.38 couronnes pour une liv. ster., contre 18.25 au pair et 18.24 le 16 juillet. Par contre, la couronne fait prime sur le mark de 4 à 5 % sur les marchés scandinaves et allemands. Nous avons déjà indiqué les causes générales de cette situation. Après avoir été les fournisseurs de l'Allemagne pour toutes les marchandises de consommation qu'ils produisent, et ses intermédiaires auprès des autres marchés, les pays scandinaves sont obligés aujourd'hui de refaire leurs approvisionnements au dehors et de les refaire au prix fort. Ils sont créateurs en Allemagne, mais leur balance reste forte-

ment débitrice dans les autres pays, notamment à Londres par l'intermédiaire de qui se font les règlements.

L'état du change scandinave n'est pas sans exercer sa répercussion sur certaines transactions commerciales de la Scandinavie avec l'extérieur. Son influence se manifeste principalement sur les marchandises où les Allemands restent en concurrence avec des fournisseurs d'Angleterre ou d'autres pays.

Mais cette situation ne peut être que temporaire. Elle ne saurait tarder à prendre fin, non par suite d'une amélioration du change allemand, mais parce que, une fois les stocks épuisés, l'arrêt de la production et de l'importation des matières premières, consécutif au blocus maritime, supprimera l'élément même du trafic. La perte du mark, il convient également d'en tenir compte, rend plus onéreux l'approvisionnement en matières premières lorsque cet approvisionnement est encore possible, et accroît sensiblement le prix de revient du produit fabriqué. Il serait donc erroné de conclure qu'un change déprécié est toujours un avantage. Il peut l'être momentanément et pour une catégorie de transaction. En l'espèce, il est, au contraire, l'indication des difficultés avec lesquelles l'Allemagne est aux prises.

Le change de la peseta continue d'être très favorable à l'Espagne. La monnaie espagnole cote environ 5 % de prime à Paris et 4 % à Londres. Les importations de la péninsule diminuent toujours davantage, tandis que s'accroissent progressivement ses exportations. La province de Barcelone, qui est le grand centre de l'industrie textile, présente une très grande activité et exerce sur la main d'œuvre une attraction dont commencent à se plaindre les autres provinces. Les exportations de cette région, notamment à destination de la France, sont considérables. Les mines de cuivre trouvent également dans les pays belligérants un large débouché.

Le change suisse est moins ferme aux environs de 98.50 à Paris et 25.80 à Londres ; une détente semble se manifester dans le prix des devises sur Angleterre et France. Ce changement est dû à une réduction sensible de la demande. L'emprunt extérieur 5 % de 15 millions de dollars, conclu par la Confédération sur le marché de New-York réduit considérablement le montant des paiements à faire en Amérique par l'intermédiaire de Londres et Paris. Le retrait partiel et momentané de la Suisse, comme acheteur de dollars, sur le marché du change, est de nature à amener une légère dépression du change américain.

Un résultat analogue serait la conséquence d'un accord entre les banquiers de New-York et ceux d'Angleterre ou du Continent, en vue de l'ouverture de crédits sur lesquels seraient temporairement imputés les montants des achats considérables faits en Amérique pour compte anglais, français ou russe. D'après nos informations, la conclusion de cet accord serait en bonne voie.

Au cours de la semaine écoulée on a encore enregistré une hausse du dollar qui cote maintenant une prime de 2.55 % à Paris et de 1.64 % à Londres. On estime à plus de 50 millions de francs le montant total de l'or arrivé à San Francisco depuis le début de la guerre et venant de Chine ou de l'Extrême-Orient. Ces envois ont servi principalement à solder les achats effectués en Amérique par le Japon. Une partie des envois de marchandises à destination de la Russie aurait été payée par l'intermédiaire de Yokohama. Il convient de rappeler aussi que la plupart des opérations de change du Canada sur Londres se font maintenant par l'intermédiaire de New-York.

Les exportations américaines sont toujours très importantes. L'excédent de la balance pour les deux premiers mois de 1915 atteint 319.141.000 dollars, contre 75.199.000 en 1914, 103.052.000 en 1913 et

123.516.000 en 1912. Pour le mois de février, les importations présentent un déficit de 14 % avec un total de 125.123.000 dollars, par rapport au mois de février 1914 ; les exportations, au contraire, sont en augmentation de 70 % avec 298.728.000 dollars au total. Pour le mois de février seulement, l'excédent des exportations sur les importations a atteint 173.605.000 dollars.

Changes sur Londres à :

(Cours moyen du mercredi)

Valeurs à vue	15 juillet	3 mars	10 mars	17 mars	24 mars
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/4	97 1/4	97 7/16	97 1/2
Cable transfert					
Bombay.....	1.3 51/32	1.4 »	1.4 »	1.3 31/32	1.3 15/16
Calcutta.....	1.3 31/32	1.4 »	1.4 »	1.3 31/32	1.3 15/16
Hong-Kong.....	1.10 5/16	1.9 3/8	1.9 5/8	1.10 1/4	1.9 7/8
Shanghai.....	2.5 3/4	2.3 3/16	2.3 5/8	2.4 1/8	2.3 7/8
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or).....	47 11/16	48 13/16	48 3/4	48 3/4	48 3/4
Montevideo.....	51 3/32	52 1/2	52 3/8	52 5/16	52 3/8
Rio-de-Jan. (papier).....	15 7/8	12 11/16	13 »	13 1/4	13 1/2
Valparaiso.....	9 3/4	7 23/32	7 3/4	7 13/16	7 27/32

Le change égyptien qui, dans les premiers mois de la guerre, s'était tenu aux environs de 96 1/2, a fléchi au cours des dernières semaines à 97 1/2 piastres pour une liv. ster. Il a, par conséquent, retrouvé le pair. Rappelons que les besoins de capitaux de l'Égypte se font particulièrement sentir pendant le deuxième semestre et que la valeur de la piastre a d'ordinaire, à cette époque, une tendance à la baisse. C'est le contraire qui s'est produit cette année-ci par suite des achats importants que l'Angleterre a dû faire en Égypte. A en juger par la cote du change égyptien, il semblerait que ces achats aient cessé ou, du moins, se soient considérablement ralentis. Au cours des prochains mois les besoins de capitaux de l'Égypte, pour financer la récolte, entraîneront vraisemblablement une dépréciation de la piastre.

Cours des changes de New-York sur :

Pair	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Paris.....	5.184	5.167	5.244	5.27	5.26	5.28
Londres.....	4.86 1/2	4.87 1/2	4.814	4.803/8	4.814	4.80 1/2
Berlin.....	95.37	95.06	84.25	83.25	83.75	84.25
Amsterdam.....	40.14	»	39.87	39.87	39.94	39.87

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Paris.....	100 fr.	100 27	98 80	98 34	98 53	98 15
Londres.....	100 liv.	100 19	98 89	98 71	98 87	98 72
Berlin.....	100 mk.	99 67	88 34	87 30	87 82	88 34
Amsterdam.....	100 flor.	»	99 33	99 33	99 50	99 33

Variations du mark à

New-York (pair : 95 3/8)	9 février	16 février	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Cours.....	85 50	84 75	84 25	83 25	83 75	84 25	83 »
Parité.....	89 64	88 86	88 34	87 30	87 82	88 34	87 02
Perte %.....	10 36	11 14	11 66	12 70	12 18	11 66	12 98
Amsterdam (pair : 59 3/8)	9 février	16 février	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Cours.....	53 15	52 55	51 65	51 10	52 20	51 90	52 17
Parité.....	89 51	88 50	86 98	86 05	87 90	87 42	87 89
Perte %.....	10 49	11 50	13 02	13 95	12 10	12 58	12 41
Genève (pair : 123 47)	9 février	16 février	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Cours.....	114 40	114 95	113 75	111 »	111 10	111 50	110 90
Parité.....	92 65	93 10	92 12	90 »	89 90	90 30	89 82
Perte %.....	7 35	6 90	7 88	10 »	10 10	9 70	10 18
Italie (pair : 123 47)	9 février	16 février	23 février	2 mars	9 mars	16 mars	23 mars
Cours.....	116 89	117 42	118 92	118 92	120 45	118 05	118 05
Parité.....	94 67	95 10	96 32	96 32	97 55	95 61	95 61
Perte.....	5 33	4 90	3 68	3 68	2 45	4 39	4 39

LA SITUATION

Après bientôt huit mois de guerre, après nous avoir tant de fois menacés de détruire Paris avec leur flotte aérienne, les Allemands se sont décidés à envoyer leurs zeppelins sur notre capitale. Pendant la nuit du 21, quatre de ces « monstres de l'air » provenant de la région de Compiègne et suivant la vallée de l'Oise se sont dirigés vers nous. Deux d'entre eux ont été contraints de faire demi-tour avant d'arriver à destination ; les deux autres, attaqués par l'artillerie de la défense, n'ont passé que sur les quartiers de la périphérie nord-ouest et dans la région voisine de la banlieue. Ils ont lancé une douzaine de bombes dont quelques-unes n'ont pas éclaté : les dégâts matériels sont sans importance et les quelques paisibles Parisiens qui avaient été blessés sont aujourd'hui hors de danger.

Voilà donc à quoi se résume cette grande expédition aérienne ! Il en aura été de cette menace comme de toutes celles par lesquelles nos ennemis veulent effrayer le monde : à distance, ceux qui ne comprennent pas encore toutes les beautés de la Kultur allemande peuvent s'en émouvoir, mais les autres.... mais ceux qui constatent chaque jour un bluff nouveau, mais les Parisiens sceptiques et railleurs ! Ils n'ont manifesté ni surprise ni émoi. Ils ont été satisfaits de constater que les mesures de défense étaient bien prises et ils attendent avec le plus grand calme de nouvelles manifestations de la colère germanique.

En voyant ainsi le sang-froid de nos populations civiles rivaliser avec l'héroïsme de nos soldats, nous ne pouvons douter du triomphe final et nous devons avoir la certitude que nous saurons lutter jusqu'au bout.

Ce sentiment de confiance absolue nous le trouvons non seulement chez nous mais chez tous nos alliés. Il se dégage encore des fortes déclarations faites ces jours-ci à Londres par Sir Edward Grey. Le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne a voulu répondre une fois de plus aux mensonges allemands ; bien établir par des faits que la guerre a été préparée, voulue, imposée par Berlin ; que les armées du Kaiser ont violé toutes les lois des temps récents aussi bien que des temps anciens ; déterminer le grand but que nous poursuivons. Ce grand but consisté, pour les nations de l'Europe, à être libres de vivre leur propre vie indépendante en travaillant elles-mêmes à fixer leur forme de gouvernement et à assurer en toute liberté leur développement national, en poursuivant la défense de leurs intérêts dans un esprit d'idéal et de liberté.

Ces visées ne seront pas oubliées par nous. En face de l'Allemagne qui prétend subsister dans sa masse accablante, le devoir sera de prendre des garanties très fortes. Comme Sir Edward Grey en a pris l'engagement, les nations devront exister « sans les continuelles menaces proférées par le maître suprême de la guerre, sans cliquetis d'armes, sans choes d'épées, enfin remises au fourreau ».

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

L'événement le plus important, cette semaine, est à signaler sur le front oriental de la guerre : la forteresse de Przemysl a dû capituler après une résistance héroïque. Elle était considérée comme une des plus importantes de l'est de l'Europe et la plus forte que l'Autriche pût opposer à l'invasion russe.

La tâche de l'armée de nos alliés, campée autour de Przemysl, durant un hiver rigoureux, a été des plus pénibles, le terrain ne permettant guère le transport de grosse artillerie. En outre, elle avait à faire face à de constantes attaques des Austro-Allemands qui, tant de la direction ouest que de la direction sud, essayaient de secourir la place. C'est une grande victoire que les Russes viennent de remporter. Stratégiquement et moralement, ils ont obtenu un résultat dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir sur tout le théâtre oriental de la guerre. La garnison de Przemysl comprenait, d'après les dires mêmes du commandant de cette place, 9 généraux, 93 officiers supérieurs, 2.500 officiers subalternes et 117.000 soldats.

Cet événement paraît devoir être suivi d'une nouvelle et violente offensive russe dans les Carpathes. Pour le moment, nos alliés continuent à progresser sur ce point avec succès.

Au nord, le 18 mars, ils ont, en outre, remporté leur première victoire de la campagne de printemps sur le territoire prussien. Après avoir poussé devant eux une colonne allemande qu'ils avaient obligée à repasser la frontière et qui se dispersa en arrivant sur le rivage de la Baltique, ils rencontrèrent, devant Memel, 8.000 hommes appartenant à la garnison de cette ville, et installés dans des tranchées. Ils les repoussèrent dans la place, mais eurent à compter aussi avec la population civile armée par le commandant. Ils s'emparèrent cependant de la place. Toutefois le but de ce « raid » n'était que d'effectuer une reconnaissance, de procéder à la destruction de l'armement et de produire un effet moral afin de retenir l'attention des Allemands sur le front nord et leur prouver en même temps que leurs efforts pour empêcher l'invasion russe sur leur territoire étaient disproportionnés aux résultats acquis. Aussi le but visé ayant été atteint, les troupes de nos alliés abandonnèrent la ville qui n'a aucune valeur stratégique.

Dans les autres régions, la situation de nos alliés demeure favorable, et même à Ossowitz, le feu des batteries allemandes s'est considérablement affaibli. Il semble que l'ennemi ait, ici, retiré plusieurs de ses batteries lourdes.

On sait que le général Pau vient de visiter le front russe. Il est revenu ces jours derniers à Varsovie, et, s'adressant aux membres de la colonie française dans cette ville, il leur aurait dit : « Notre victoire, mes chers compatriotes, est certaine. Je « le jure par mon uniforme de soldat français. « Croyez en elle comme en un dogme ».

Sur le front occidental, les troupes alliées ne sont pas demeurées inactives. Une division de l'armée belge a, notamment, progressé sur la rive droite de l'Yser. D'autre part, dans la région de Notre-Dame-de-Lorette, à l'ouest de Lens, en Champagne, près de Mesnil, et en Haute-Alsace, dans le massif de l'Hartmannswiller, au nord de Thann, nous avons élargi nos progrès. En outre, aux Eparges (sud-est de Verdun), dans la forêt d'Argonne et à Vauquois (sud de Varennes), nous avons tenu tête à des contre-attaques allemandes, bien que la dernière ait été accompagnée, comme celle signalée précédemment à Malancourt, de l'emploi de goudron enflammé....

Dans la nuit de samedi à dimanche, Paris a fait enfin connaissance avec les zeppelins. Sept personnes ont été blessées, — non dangereusement, — dont deux enfants....

QUESTIONS DU JOUR

L'Allemagne revient au Système de Law

Les Allemands n'ont pas le mérite de l'invention ; ils viennent encore de le prouver avec leurs deux emprunts de guerre dont le principe fondamental s'appuie à la fois sur le système de *crédit-papier-monnaie* imaginé par l'Écossais Law, et sur la *contribution patriotique* et *l'emprunt forcé* que nos financiers de la période révolutionnaire mirent en pratique.

Que nos lecteurs nous permettent de replacer sous leurs yeux la circulaire que le docteur Helfferich a dictée à l'Agence Wolff :

« Différentes petites caisses d'épargne ont fait savoir à la trésorerie qu'elles ne pourraient participer au nouvel emprunt de guerre parce qu'elles ont déjà engagé, lors des souscriptions pour le premier emprunt de guerre, toutes leurs disponibilités. Les administrations de ces caisses d'épargne oublient que les titres du premier emprunt de guerre peuvent au contraire fournir une excellente base pour les souscriptions au nouvel emprunt.

« Une caisse d'épargne qui a souscrit par exemple 20.000 mark lors du premier emprunt, peut souscrire sans aucune difficulté 15.000 mark pour le second emprunt. En effet, les *Caisses de prêts de l'Etat* avanceront sur 20.000 mark en titres du premier emprunt une somme de 15.000 mark ».

Et ce passage de la circulaire de M. Döbell, ministre de l'Intérieur de la Prusse :

« Le concours des caisses d'épargne ne sera pas moins important pour le second emprunt. Il sera facilité par le fait que, cette fois-ci, le délai de souscription est étendu à trois semaines, et celui de paiement à près de cinq mois. La diminution du taux d'intérêt de 6 à 5 1/4 % pour les crédits accordés par les *Caisses de prêts (Darlehenskassen)* exclut tout risque de perte, pour les caisses d'épargne, étant donné le taux de 5 % de l'emprunt de guerre, ou, du moins, diminue notablement ce risque. Dans un but patriotique, l'Union des *Caisses d'épargne allemandes* a adressé à toutes les caisses un pressant appel, en leur conseillant de souscrire à l'emprunt de guerre, non seulement pour des sommes déterminées, mais pour toutes les souscriptions de leurs déposants, en renonçant aux délais fixés par leurs statuts. Le ministre espère que cet appel sera entendu par toutes les caisses ».

En dépouillant ses compatriotes des quelques marks d'or qu'il leur restait, le docteur Helfferich a enlevé à l'Empire ses dernières facultés monétaires, et lorsque la *Reichsbank* aura consommé son stock de métal jaune — ce qui se produira dès la fin de la guerre, — les industriels et les commerçants allemands rencontreront des difficultés inouïes pour nouer de nouvelles relations d'affaires avec l'étranger car, après le blocus, la masse de papier-monnaie accumulée dans le pays — c'est-à-dire le seul instrument de paiement extérieur dont ils auront la disposition — sera à peu près sans valeur.

De même, en obligeant, par des moyens vraiment coercitifs, les municipalités, les caisses d'épargne et d'assurances, les banques hypothécaires et de crédit, les sociétés coopératives et, d'une manière générale, toutes les collectivités, à souscrire au deuxième emprunt de guerre, — non seulement avec leurs propres ressources mais encore et surtout avec leurs disponibilités futures et les capitaux privés dont elles ont la garde, — le docteur Helfferich, le gouvernement qu'il domine, et le Reichstag qui a approuvé ses plans financiers, viennent de saigner l'Allemagne à blanc et l'ont condamnée à une faillite inévitable.

En effet pour participer au deuxième emprunt de guerre, les collectivités en question, et les particuliers eux-mêmes, ayant épuisé leur numéraire disponible en souscrivant au premier emprunt, ont été obligés de donner en gage aux *Caisses de prêts de guerre* leurs titres du premier emprunt (et d'autres valeurs mobilières si ces titres étaient insuffisants), afin d'obtenir en *billets émis par ces caisses*, et moyennant 5.25 % d'intérêt, la somme représentant le premier versement de leur souscription au deuxième emprunt.

Pour les versements ultérieurs le souscripteur devra apporter de nouveaux titres aux *Caisses de prêts* s'il n'a pu, d'ici là, se procurer de nouvelles ressources.

Mais les billets de la *Caisse de prêts* sont de simples billets d'Etat, c'est-à-dire des *assignats*, que la *Reichsbank* (qui est aussi une caisse d'Etat) accepte au pair, sans limitation de quantité.

Les billets de la *Reichsbank*, bien que théoriquement gagés en ce moment par 46 % d'or, sont également devenus de véritables *assignats* parce que d'une part, le gouvernement impérial s'est réservé, pour ses propres besoins, le stock d'or de sa banque d'émission et que, d'autre part, l'obligation dans laquelle se trouve cet établissement de recevoir, à guichet ouvert, les billets des *Caisses de prêts*, — et de considérer ces *assignats* comme de l'encaisse or, — enlève toute valeur à ses propres billets.

Ainsi, les souscripteurs du deuxième emprunt de guerre allemand ont versé aux *Caisses de l'Etat*, comme montant de leur souscription, des billets fournis par l'Etat et pour lesquels ils ont donné en gage des titres garantis par l'Etat.

Voilà donc l'Allemagne ramenée à l'époque où Law et ses agents débitaient, rue Quincampoix, leurs boniments pour trouver de nouveaux actionnaires à la *Compagnie des Indes orientales*, et pour soutenir la confiance des détenteurs des fameux billets d'Etat payables « au porteur en écus de même poids et de même titre que ceux du jour de l'émission ». Billets que la banque de Law émettait elle-même, qu'elle reprenait ensuite au pair contre l'émission de nouvelles actions de la banque et qu'elle gageait avec l'espérance des bénéfices que les mines d'or, de diamants et d'émeraudes de la Louisiane, et le privilège commercial du Mississippi, devaient procurer aux dites valeurs.

Constatons, en outre, que les deux mesures arrachées par Law à la faiblesse du Régent : *cours forcé des billets* et *défense faite aux particuliers de conserver de la monnaie métallique par devers eux*, complètent la ressemblance de son système avec celui du docteur Helfferich.

Quant à la pratique de la *Contribution patriotique* et de l'*Emprunt forcé*, que l'on a tant reprochée à nos pères de la Révolution, elle a été reprise et appliquée par le gouvernement impérial avec une rigueur et une brutalité qui sont les preuves évidentes de l'effroyable situation financière à laquelle moins de huit mois de guerre ont déjà acculé l'Allemagne.

EDMOND THÉRY.

Comment le Dr Helfferich a tondu ses moutons

Pour décider le peuple allemand à souscrire largement à l'emprunt, on l'a pris, dès le début, par deux sentiments à la fois : devoir patriotique et intérêt. Vous devez souscrire, a-t-on dit aux Allemands, parce qu'il faut dans cette guerre beaucoup d'argent et parce que le succès de nos emprunts, manifestation de la force et de la résolution de l'Allemagne, impressionnera nos ennemis. Et vous pouvez souscrire, parce que jamais meilleur place-

ment ne vous a été offert. Vous avez la satisfaction, en faisant votre devoir, de faire en même temps une excellente affaire.

Le placement est représenté comme d'une qualité unique, si l'on tient compte à la fois du taux et de la sécurité : 5.08 % (au cours d'émission de 98.50) en rente de l'Empire allemand, le premier crédit du monde. Le premier emprunt de guerre, fait en septembre, a obtenu un grand succès ; mais combien, depuis lors, la situation de l'Allemagne s'est améliorée ! « Nos lignes forment à l'ouest un infranchissable rempart ; à l'est, l'échec complet de l'offensive russe est un fait acquis. Nous n'avons donc plus, maintenant que la Prusse Orientale a été nettoyée de l'ennemi, à compter avec l'éventualité de voir la guerre portée sur le territoire allemand, si nous faisons abstraction de la petite partie d'Alsace qu'occupent encore les Français. » (*Frankfurter Zeitung* du 25 février). La situation économique vaut la situation militaire ; nous avons adapté toute notre vie économique à l'état de guerre, et avec succès. On appelle à la rescousse la science patentée. Dans son édition du 5 mars midi, sous une énorme manchette : « Notre force économique », la *Kölnische Zeitung* publie un article : « Le second emprunt de guerre allemand » où M. H. Schumacher, professeur à l'Université de Bonn, affirme que la guerre ruine l'Angleterre, la France, la Russie, et au contraire fortifie et enrichit l'Allemagne : car l'Allemagne a dû se mettre à ne consommer que ses propres produits et à produire ce qu'elle consomme ; elle garde toute sa force financière pour elle. L'emprunt, dit le professeur, est une affaire « comme il ne s'en représentera peut-être pas » ; l'Empire « ne prend pas l'attitude humble et suppliante du malheureux qui, dans sa misère, cherche un secours, mais au contraire la fière tenue de l'homme d'affaires qui connaît exactement les avantages qu'il offre ». « Prouvons aujourd'hui... que, dans l'ardent élan patriotique qu'a provoqué dans tout notre peuple cette guerre qui nous a été imposée, chacun, conscient de son devoir et pénétré du sens de la situation, s'empresse d'ouvrir la main, le petit épargniste comme le riche ».

C'est le même thème, l'affaire non seulement excellente, mais vraiment extraordinaire, qu'on retrouve, un peu appuyé seulement, dans un article que la *Tägliche Rundschau* du 15 mars paraît avoir emprunté à la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*. « Examinez froidement, sur les seuls chiffres, en hommes d'affaires, la valeur matérielle de l'emprunt : la conclusion s'imposera à vous, nécessaire, impérieuse, qu'un placement aussi avantageux que celui qui est offert cette fois — 5 % d'intérêts, ni remboursement ni conversion pendant 10 ans, sûreté pupillaire, remboursement à la valeur nominale, c'est-à-dire gain assuré de 1 m. 50 par 100 marks, ou continuation des intérêts à 5 % — ne se représentera pas facilement. Dans ces conditions, la décision prise par l'Empire de ne mettre aucune limite à la souscription — de telle sorte que tout souscripteur peut compter recevoir l'intégralité du montant qu'il aura souscrit — ne mérite qu'un nom : c'est un généreux cadeau fait à la nation ».

Mais il peut se trouver des capitalistes ou des épargnistes qui, désireux de profiter de l'aubaine, n'ont pas à leur disposition immédiate les fonds nécessaires. On leur indique alors le recours aux caisses de prêts, « dont la création » dit naïvement la *Tägliche Rundschau* du 10 mars, « a eu lieu sans que l'on eût en vue ce but spécial », mais qui s'y adaptent si bien ! Tout possesseur de titres, fût-ce du précédent emprunt de guerre, n'a qu'à les porter à la caisse la plus proche : elle lui fera, suivant leur nature, une avance de 40 à 75 % de leur montant, et il affectera cette somme à souscrire au nouvel emprunt. La caisse ne lui demande qu'un intérêt de faveur de 5 1/4 % ; elle lui prête pour six

mois, mais sûrement les prêts seront renouvelés aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Le rapport du placement étant de 5.08 %, la perte d'intérêt à l'opération est minime : 17 marks pour 10.000. C'est peu payer la certitude d'un gain rapide par l'inévitable hausse du cours. Grâce à ce mécanisme, répété avec insistance par l'unanimité de la presse, peut souscrire non seulement quiconque veut placer des rentrées prochaines et sûres, mais même quiconque veut simplement s'assurer le bénéfice de la hausse des cours (*Frankfurter Zeitung*, 25 fév. 2 et 10 mars ; *Kölnische*, 26 fév. ; *Tägliche Rundschau*, 10 mars, etc.).

Pour souligner l'importance du devoir patriotique évident on emploie parfois des moyens curieux.

Le grand exposé budgétaire de M. Helfferich au Reichstag contient tout un passage à cet effet. « Il vous appartient, dit-il aux députés, d'instruire le peuple de telle façon que personne ne se soustraie au devoir patriotique de souscrire à l'emprunt ». Notre premier emprunt de guerre a été un succès ; mais « le gain d'une bataille ne signifie pas encore le gain de la campagne ». Et dans deux formules comme faites exprès pour stimuler le patriotisme hésitant et au besoin un peu l'inquiéter : « La guerre que nous faisons, ce n'est pas seulement la guerre du service militaire obligatoire et universel, mais aussi la guerre de l'épargne et de la contribution obligatoires et universelles. Personne n'a le droit de se soustraire à ces obligations. Quiconque tente de le faire agit exactement comme le déserteur qui se soustrait à ses obligations militaires ». C'est le thème déjà indiqué dans le premier article que la *Frankfurter Zeitung* (25 février) avait consacré à l'emprunt. Il revient dans le dernier appel où la *Tägliche Rundschau* du 18 mars exhorte tous les Allemands qui le peuvent à souscrire : « Le succès de l'emprunt vaudra une victoire gagnée. Entre ces deux dates, il remplit toute la presse, même sous des formes de réclame. A la troisième page de la *Tägliche Rundschau* du 15 mars, on lit en gros caractères d'annonces : « Souscrivez aux emprunts de guerre ! C'est votre devoir et votre intérêt ». Et à la première page de la *Frankfurter*, du 16, se trouve, en belle place, cet appel : « SOUSCRIVEZ A L'EMPRUNT DE GUERRE ! La guerre que nous faisons, ce n'est pas seulement la guerre du service militaire obligatoire et universel, mais aussi la guerre de l'épargne et de la contribution obligatoires et universelles. Celui qui gaspille des denrées alimentaires nécessaires, et l'esclave de Mammon, qui ne peut pas se séparer de son argent, sont aussi méprisables que le déserteur. (Helfferich, au Reichstag). VENDREDI 19 MARS, A UNE HEURE, CLOTURE DE LA SOUSCRIPTION ».

Pour piquer le zèle des Allemands restés dans le pays, on leur propose l'exemple des Allemands émigrés, et on leur fait entendre l'appel des combattants. La souscription des Allemands d'Amérique, annonce-t-on le 18 mars, dépasse déjà 15 millions de dollars. Dans la *Frankfurter Zeitung* du 16 mars, « un combattant » écrit : « Le succès du nouvel emprunt... nous montrera que ce n'est pas en vain que nous avons combattu... L'armée allemande compte fermement que le peuple allemand assurera à l'emprunt un succès au moins aussi éclatant que le dernier ». Aux membres du Reichstag, en particulier, on distribue, pour les mettre à même de remplir la mission que leur assigne M. Helfferich, une série de brochures destinées à faire ressortir l'intérêt patriotique du succès de l'emprunt.

Pour assurer pratiquement ce succès, on s'adresse à la fois au grand capital et à la petite épargne. Au grand capital, on indique que noblesse oblige, — et non seulement noblesse, mais parfois pudeur : les nombreux fournisseurs de l'armée, qui dans ce temps de stagnation économique sont pres-

que seuls à faire des bénéfices appréciables, sont avertis qu'il convient d'en placer une large part en emprunt de guerre. Les grandes villes, les provinces, les grandes banques, les compagnies d'assurances, la grande industrie doivent souscrire largement ; pour animer les souscripteurs de moindre importance, on publie le montant de leurs souscriptions.

Mais c'est à la petite épargne surtout qu'on multiplie les appels, dans tous les journaux. Ils varient le thème, aux M. Helfferich au Reichstag : « Nous avons besoin même de la plus petite épargne, et « personne n'a le droit de se défilier sous le trop commode prétexte que ce n'est pas ses misérables « deux ou quatre marks qui changeront rien à l'« faire ». Les procédés employés pour traduire dans la pratique cet appel sont souvent d'une amusante ingéniosité.

Le « combattant » de la *Frankfurter Zeitung* fait appel aux villes et aux communes, moyennes ou petites, aux sociétés et aux coopératives. Les sociétés industrielles ou entreprises sont invitées à offrir à leurs employés de leur avancer les fonds nécessaires à la souscription, et de se couvrir de cette avance par des retenues mensuelles sur les appointements. Dans des écoles de Berlin, on « mobilise » de la même façon les teneurs des écoliers (*Frankfurter Zeitung*, 14 mars 1915) : l'école groupe les petites sommes pour souscrire et répartit entre les enfants associés pour l'achat d'un titre le montant des intérêts ; dans quelques années, ceux qui auront pu souscrire au moins 100 marks recevront leurs titres, les autres leur part du produit de la revente. « Bien entendu, dit le journal, aucune contrainte, et discrétion absolue ».

A Cologne (*Kölnische Zeitung* du 13 mars), un directeur d'école de filles dicte à ses élèves une formule d'autorisation de souscription, à faire signer par leurs parents « s'ils le veulent bien », et à lui rapporter sous enveloppe ; le résultat est « relativement » important.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, enfin, dont on connaît le caractère officieux, vise les épargnes des domestiques ; elles sont importantes : « Les maîtres ont le devoir, envers l'Etat comme envers « leurs serviteurs, de les faire placer en emprunt « de guerre. Que personne ne se dise : pour tant « de millions, ce n'est pas les 100 marks de notre « Anna qui feront quelque chose à l'affaire. Que « chacun songe au contraire combien il y a dans « l'Empire allemand d'Annas avec 100 marks ou « quelques centaines de marks. Craint-on que ces « Annas n'égarent leurs titres ? Qu'on leur fasse « prendre des inscriptions de rente. Evitez surtout que « par indolence les domestiques ne manquent le « bon moment. Au besoin, découpez cet article, et « envoyez-les ainsi armées à la poste, où on les « aidera à se tirer d'affaire. Naturellement elles ne « devront pas oublier d'emporter aussi leur livret « de caisse d'épargne. La souscription sera close « le 19 mars. Il n'est donc que temps ! » (Reproduction dans la *Tägliche Rundschau* du 13 mars).

Les Eglises, comme il n'était pas rare autrefois, ont prêté leurs chaires à la propagande faite en faveur de l'emprunt. Le Conseil supérieur de l'Eglise évangélique de Prusse a fait inviter, par les consistoires, toutes les fabriques à souscrire dans la mesure de leurs forces et a publié le chiffre de sa propre souscription : 4.250.000 mark. L'archevêque de Munich, et d'autres prélats ont donné les mêmes conseils.

Le cardinal von Hartmann, archevêque de Cologne, a adressé une lettre pastorale aux enfants de son diocèse qui vont faire leur première communion pour leur recommander, non seulement de prier, mais encore de contribuer dans la mesure de leurs moyens au succès de la guerre.

Ils devront d'abord échanger toutes les pièces

d'or qu'ils possèdent contre d'autre monnaie pour donner cet or à l'Empereur qui en a besoin.

Certains petits épargnistes ont été effrayés par la stipulation : inconvertible et irremboursable jusqu'en 1924. Ils ont compris que, pendant dix ans, ils ne pourraient plus disposer librement de leur capital. On s'empresse de les rassurer (*Frankfurter Zeitung*, 13 mars). La stipulation en question leur garantit la jouissance de l'intérêt de 5 % pendant dix ans. Mais ils restent libres à tout moment soit de vendre leurs titres. (« Un titre de rente de l'Empire allemand peut à tout moment être converti en argent », soit, s'ils n'ont qu'un besoin d'argent passager, d'emprunter dessus aux caisses de prêts, où ils peuvent « être sûrs de rencontrer la plus grande complaisance ».

Dans certains cas au moins, on a la preuve que des débiteurs allemands ont offert à leurs créanciers étrangers de les régler en titres du nouvel emprunt.

Il faut ajouter que l'organisation technique de l'émission a été conçue cette fois en vue d'arriver sûrement au public de petits souscripteurs que l'on paraît avoir particulièrement visés. A la liste des caisses où étaient reçues les souscriptions au premier emprunt on a ajouté en effet, pour le second, les coopératives et les bureaux de poste : c'est un moyen d'atteindre spécialement les paysans, dont les souscriptions au premier emprunt avaient paru insuffisantes. Les coopératives représentent 18.000 guichets d'émission, les bureaux de poste 41.000.

Et voilà comment le montant de la souscription du deuxième emprunt de guerre allemand atteindra les 10 milliards de marks exigés par le docteur Helfferich.

S. C.

La Hausse mondiale du Blé et ses Causes

I. Déficit de la production dans les grands pays exportateurs. — Le 23 juillet 1914, jour où le gouvernement austro-hongrois lança son fameux ultimatum contre la Serbie, le quintal de blé (100 kgs) valait 28 fr. 20 à Gênes, 27 fr. 05 à Paris, 25 fr. 37 à Berlin, 19 fr. 06 à Liverpool et à Londres, 16 fr. 70 à New-York et 15 fr. 16 à Chicago.

Sept mois et demi après la guerre, le 17 mars dernier, le même quintal de blé cotait 41 fr. 75 à Gênes, 36 fr. 09 à Londres, 36 fr. 01 à Liverpool, 33 fr. 28 à New-York et 31 fr. 25 à Paris.

Pour l'Allemagne, il n'est plus question de prix : la fixation d'un maximum, dès le début de la guerre, et la création d'un monopole des céréales sous le contrôle impérial y ayant supprimé tout marché.

Entre les deux dates, le prix du blé n'a donc monté à Paris que de 4 fr. 20 par quintal, ou 15,5 %, alors qu'il a progressé de 13 fr. 55, ou 48 %, à Gênes ; de 17 fr. 03, ou 91 %, à Londres, et de 16 fr. 58, ou 99 % à New-York.

Grâce à la prohibition de sortie dont les céréales sont frappées en France, notre pays pourra conserver cette heureuse situation jusqu'à la fin de 1915 — quelle que soit la prochaine récolte — si nous parvenons à importer avant le mois de juillet prochain de 15 à 20 millions de quintaux de blé aux prix actuels.

La hausse qui s'est produite, surtout depuis trois mois, sur les divers marchés de l'Europe et de l'Amérique, provient de quatre causes principales :

- 1° Diminution de la production annuelle dans les pays exportateurs ;
- 2° Brusque arrêt des exportations de blé russe ;
- 3° Hausse du prix du fret entre l'Amérique et l'Europe ;
- 4° Spéculation sur le blé et sur le fret.

Nous allons rapidement examiner ces diverses causes.

Le tableau suivant, tiré de la statistique officielle de l'Institut international d'Agriculture de Rome, donne une idée de l'importance du déficit constaté (en 1914 pour l'hémisphère boréal et en 1915 pour l'hémisphère austral) dans les grands pays exportateurs de froment :

Production du blé ou froment dans les grands pays exportateurs

Pays exportateurs	Moyenne		Différence	
	de 1907-08	Année	Année	entre 1913-14
	a 1912-13	1913-14	1914-15	et 1914-15
	(En milliers de quintaux)			
Bulgarie.....	9.942	16.500	12.500	- 4.000
Hongrie.....	46.065	41.190	34.139	- 7.051
Roumanie.....	22.332	22.913	12.744	- 10.169
Russie.....	200.038	260.000	236.000	- 24.000
Canada.....	44.983	68.064	43.894	- 19.170
Etats-Unis.....	181.513	207.761	242.499	+ 34.738
Indes Anglaises...	88.160	98.709	85.622	- 13.087
Argentine.....	43.104	31.000	52.700	+ 21.700
Chili.....	4.200	3.262	6.205	+ 2.941
Totaux.....	640.337	744.399	726.301	- 18.098

Le déficit de la récolte de 1914-1915, par rapport à celle de 1913-1914, n'est que de 18.098.000 quintaux ou 2,4 %. Ce n'est pas suffisant pour justifier la hausse énorme qui s'est produite depuis le mois de juillet sur les marchés américains et sur le marché anglais, d'autant plus que le chiffre de 1914-1915, bien qu'inférieur à celui de l'année précédente, est cependant très sensiblement supérieur à la moyenne de la période quinquennale 1907-08 à 1912-13.

Il est vrai que si l'on tient compte de la production actuellement connue pour l'ensemble des pays des deux hémisphères (exportateurs et importateurs), on arrive, pour la campagne de 1914-1915, à un déficit total de 69 millions de quintaux représentant 7,8 % de la production mondiale de 1913-1914 ; mais si l'on déduit de ce chiffre les déficits particuliers à l'Allemagne et à l'Autriche qui ne pèsent pas sur le marché — puisque ces deux pays, bloqués par les flottes des nations alliées, sont dans l'impossibilité d'importer des céréales sur leur territoire, — on tombe à un déficit réel de 3 à 4 %, c'est-à-dire à une différence insuffisante, à mon sens, pour justifier la hausse survenue entre la fin de juillet 1914 et le milieu de février 1915.

II. L'arrêt des exportations de blé russe. — La Russie est, avec les Etats-Unis d'Amérique, le plus grand centre de production de céréales. Cette production, d'après la statistique précédente, n'a été que de 236 millions de quintaux de froment en 1914, contre 260 millions en 1913, car le même phénomène climatique (excès de chaleur en juillet et en août) qui a si gravement compromis, en 1914, la récolte des céréales en Allemagne et en Autriche-Hongrie, a eu des effets presque analogues dans la Russie d'Europe, qui n'a donné que 187 millions de quintaux de blé en 1914, contre 227 millions en 1913.

Par contre, la production de la Russie d'Asie a progressé de 33 millions de quintaux en 1913 à 49 millions en 1914, soit 16 millions de plus.

Le blé ou froment est le principal article d'exportation de la Russie, et, d'après la même statistique officielle, la moyenne de cette exportation pendant les cinq dernières années (campagnes 1908-09 à 1912-13) a été de 40.071.000 quintaux, avec une production moyenne annuelle de seulement 200.038.000 quintaux.

En 1913-1914, c'est-à-dire pour la campagne commencée le 1^{er} août 1913 et terminée le 31 juillet 1914, l'exportation du blé de Russie s'est élevée à 44.707.000 quintaux, dont 18.443.000 quintaux applicables aux mois d'août, de septembre, d'octobre et de novembre 1913.

Au contraire, pendant les quatre mêmes mois

de 1914, ces exportations, brusquement arrêtées par la guerre, sont tombées à 680.000 quintaux. Il est bien évident que ce déficit de 17.763.000 quintaux a contribué à faire monter le prix du blé dans les pays importateurs de l'Europe ; mais il y a eu cependant une sérieuse atténuation, grâce à l'augmentation des exportations des Etats-Unis qui, pendant la même période (1^{er} août au 30 novembre 1914) ont envoyé 24.214.000 quintaux de froment sur les marchés européens, contre seulement 12.956.000 quintaux pour les quatre mêmes mois de 1913 et 7.970.000 quintaux pour la moyenne correspondante des cinq dernières années.

III. La hausse des frets. — Nous sommes, ici, en présence de la principale cause de la hausse du blé, car le prix du transport d'une tonne de marchandise entre New-York et Liverpool, qui atteignait à peine 20 à 25 francs avant la guerre, et moins que ce prix pendant le mois d'août et la première quinzaine de septembre, s'est progressivement élevé jusqu'à 105 et 110 francs pendant le mois de janvier dernier.

Les blés américains et argentins sont devenus pour ainsi dire inexporables : ce qui en a fait monter le prix en Angleterre et en Italie ; et la hausse des marchés européens a, par contre-coup, accentué celle des marchés de New-York, de Chicago et de la Plata.

Plusieurs facteurs ont contribué à la hausse des frets et, en premier lieu, il convient de citer la disparition, par fait de guerre, de 2.438 navires allemands et autrichiens internés, séquestrés ou perdus, représentant une capacité de transport de 3.507.331 tonneaux ; et d'environ 250 autres navires à vapeur — anglais, alliés et pavillons neutres — pris, séquestrés ou perdus, ayant eux-mêmes plus de 800.000 de jauge utile.

A ces 4.307.331 tonneaux, retirés à la circulation maritime, il convient d'ajouter 500 vapeurs d'un tonnage moyen de 4.000 tonneaux (soit 2 millions de tonneaux) réquisitionnés en décembre dernier par l'Amirauté britannique pour les transports anglais d'ordre militaire.

Il est évident que la guerre a considérablement diminué le commerce maritime mondial ; mais cette diminution a été cependant proportionnellement beaucoup moins importante que celle du tonnage de la marine à vapeur ; d'autant plus que si les exportations d'Europe sur Amérique et Extrême-Orient sont en fort recul, les importations de provenance américaine et asiatique se sont maintenues en volume... et ont même très sensiblement progressé en faveur de l'Angleterre, de la France et de quelques pays plus ou moins neutres.

Les armateurs affirment même que l'engorgement des grands ports européens, où les marchandises d'outre-mer sont surtout dirigées : Liverpool, Londres, le Havre, Bordeaux, Barcelone, Marseille, Gênes, etc., a été la cause principale de la hausse des frets.

Il est manifeste que cet engorgement existe et qu'il est provoqué par une insuffisance absolue des moyens matériels de débarquement à l'arrivée et d'évacuation des ports, sur les centres de consommation.

Le personnel fait défaut, ainsi que le matériel roulant des Compagnies de chemins de fer, et il semble qu'en Angleterre même, l'organisation du travail dans les ports laisse singulièrement à désirer.

Quoi qu'il en soit, il résulte de cet état de choses qu'un navire à vapeur qui, en temps normal, stationnait dans un de ces ports huit à dix jours pour débarquer sa cargaison, doit maintenant y passer au moins trois semaines... et bien souvent plus d'un mois (c'est notamment le cas de Londres, du Havre et de Gênes).

S'il s'agit d'un vapeur faisant la traversée de l'Atlantique Nord, ces retards de déchargement lui

suppriment un voyage sur deux, ce qui motive supplémentaires de surestaries qu'il engendre, n'ont pas l'influence de la raréfaction du tonnage maritime ci-dessus signalée, car si les armateurs ou les affréteurs qui disposent actuellement des navires à vapeur laissés libres par la guerre, connaissant les besoins urgents des Etats belligérants, tant au point de vue des marchandises d'ordre militaire achetées outre-mer, qu'au point de vue des produits indispensables à l'alimentation de leur population civile, persistent à réclamer les prix exagérés que la spéculation sur les frets a elle-même provoqués..., ces armateurs ou affréteurs auront le dernier mot, en ce sens que, les gouvernements intéressés ne faisant rien pour résister à leurs prétentions, devront les subir pour leurs propres besoins de transport. Il en sera naturellement de même pour le commerce et la consommation indigène.

IV. La spéculation sur le blé et sur le fret. — C'est surtout aux Etats-Unis que la spéculation sur le blé opère avec le plus d'ampleur. Dès la fin d'octobre, quand les résultats déficitaires de la récolte européenne ont été connus, de vastes opérations à la hausse ont été engagées par des syndicats composés en majeure partie de maisons allemandes, ou d'origine allemande... et cela, malgré l'énorme récolte des Etats-Unis (242.499.000 quintaux) qui a dépassé en 1914 tous les records précédemment obtenus; et malgré la réprimande officielle que le président Wilson a adressée à ces syndicats.

La France n'a guère contribué à la hausse américaine, car les achats qu'elle a effectués depuis le commencement de la guerre jusqu'au 15 janvier 1915, n'ont pas atteint 9 millions et demi de quintaux, dont plus de la moitié achetée en août, septembre et octobre, c'est-à-dire avant la hausse spéculative de décembre et de janvier.

La hausse a ensuite gagné le marché argentin où le blé se cote à l'heure présente au prix du marché américain. La spéculation argentine qu'on affirme dirigée par des intermédiaires allemands — comme c'est le cas à New-York et à Chicago — semble poursuivre un double but : accaparer beaucoup de blé pour l'expédier en Allemagne et en Autriche-Hongrie, dès que la rupture du blocus établi par la flotte anglo-française le permettra; ou dans l'hypothèse contraire, prélever de gros bénéfices sur la consommation de tous les autres pays, et en particulier de la France et de l'Angleterre.

Nous avons le droit d'espérer que le blocus de l'Allemagne sera énergiquement maintenu jusqu'à la victoire définitive des nations alliées; quant aux bénéfices que les accapareurs de blé américain et argentin comptent réaliser sur les besoins de la France, de l'Angleterre et des pays neutres de l'Europe, ils se transformeraient infailliblement en grosses pertes quand la France et l'Angleterre pourront importer chez elles les 30 à 35 millions de quintaux de froment que la Russie est disposée à leur céder à d'excellentes conditions de prix.

L'ouverture des Dardanelles leur en donnera bientôt les moyens.

EDMOND THÉRY.

Double Mensonge

Dans l'un des radiotélégrammes que le Gouvernement impérial allemand adresse quotidiennement à ses agents diplomatiques pour propager, dans les pays neutres, les nouvelles mensongères qui sont actuellement la base de sa politique étrangère, nous lisons le paragraphe suivant :

« La publication hebdomadaire française qui fait autorité, l'*Economiste Européen*, déclare que de-

« puis le début de la guerre les capitalistes français ont perdu 2 milliards 70 millions sur les 57 milliards de valeurs françaises de première classe; ils perdent sur d'autres valeurs françaises et étrangères 6 milliards 500 millions. Cette revue déclare, en outre, que le déficit mensuel des caisses publiques s'élève à 1 milliard 250 millions, déficit auquel il n'a pas encore été fait face par des ressources, bien que les impôts absorbent déjà un quart du revenu national. Si la France est battue, sa situation sur le marché international est perdue à jamais; si la France est victorieuse, mais sans obtenir une indemnité de guerre considérable, ses forces financières sont épuisées pour une génération ».

Tous les lecteurs de l'*Economiste Européen* pourront constater que les chiffres ci-dessus ne se rapportent à aucune des études que notre journal a consacrées, depuis le commencement de la guerre, aux finances de la France; mais ils savent, au contraire, que nous avons établi à plusieurs reprises — et avec preuves à l'appui — la situation terrible dans laquelle une guerre de longue durée plaçait l'Allemagne au point de vue économique et financier. Espérons que le prochain radio allemand signalera aux pays neutres nos études précédentes ayant pour titres : *Crédit français et Crédit allemand, Débauche financière de l'Allemagne, Causes de la baisse des billets de banque allemands...* et notre étude de ce jour : *L'Allemagne revient au système de Law !*

INFORMATIONS DIVERSES

FRANCE

Le commerce extérieur de la France. — D'après les statistiques publiées par l'Administration des Douanes, les importations et les exportations, en France, pendant les deux premiers mois de 1915, se comparent ainsi aux résultats des deux mois correspondants de 1914 :

IMPORTATIONS	Deux premiers mois		Différences en 1915
	1914	1915	
	(Milliers de francs)		
Objets d'alimentation.	313.465	265.428	- 48.037
Matières nécessaires à l'industrie.....	962.918	347.469	- 615.449
Objets fabriqués.....	235.629	241.606	+ 5.977
Totaux.....	1.512.012	854.503	- 657.509
	EXPORTATIONS		
Objets d'alimentation.	99.515	75.444	- 24.071
Matières nécessaires à l'industrie.....	292.292	86.647	- 205.645
Objets fabriqués.....	510.442	194.910	- 315.532
Colis postaux.....	89.521	27.836	- 61.685
Totaux.....	991.770	384.837	- 606.933

Au cours des deux premiers mois de 1915, les échanges de la France avec l'étranger et les colonies ont fléchi de 1.264.442.000 francs (importations et exportations) sur la même période de l'année dernière, soit une moyenne par mois de 632.221.000 francs. Or, durant les cinq premiers mois de guerre les échanges extérieurs avaient fléchi de 4.099.968.000 francs soit, en chiffre rond, 820 millions par mois. Voici, au reste, la situation d'août à décembre 1914 comparée à celle des cinq mois correspondants de 1913 :

Mois	Importations		Différences en 1914
	1913	1914	
	(Milliers de francs)		
Août.....	584.935	271.794	- 313.141
Septembre.....	626.920	258.761	- 368.159
Octobre.....	709.623	203.185	- 506.438
Novembre.....	762.154	266.236	- 495.918
Décembre.....	826.800	390.298	- 436.502
Totaux.....	3.510.432	1.385.274	- 2.125.158

	Exportations		
	(Milliers de francs)		
Août.....	535.703	267.256	- 268.452
Septembre.....	582.773	143.792	- 438.987
Octobre.....	619.841	180.738	- 439.103
Novembre.....	592.712	178.638	- 414.074
Décembre.....	618.304	224.140	- 394.164
Totaux.....	2.969.434	994.624	- 1.974.810

Les diminutions que nous venons d'enregistrer représentent :

Aux importations août, 53 % ; septembre, 59 % ; octobre, 70 % ; novembre, 65 % ; décembre, 53 % . En moyenne, 60 % par mois.

Aux exportations : août, 49 % ; septembre, 75 % ; octobre 71 % ; novembre, 70 % ; décembre, 65 % . En moyenne, 67 % par mois.

En dépit de la diminution enregistrée plus haut de 1.264.442 francs, les deux mois de janvier et février accusent une notable reprise de l'activité économique, le pourcentage de la moins-value n'atteignant que 43 % pour les importations et que 61 % pour les exportations.

En ce qui regarde les exportations, l'amélioration est peu sensible, mais les progrès, pour les importations en janvier-février (les statistiques officielles ne séparent pas ces deux mois), sont appréciables. Sur les mêmes mois de 1914 il y a même une augmentation de 5.977.000 francs dans les objets fabriqués, mais qui s'explique par les achats considérables faits à l'étranger pour l'armée : draps, vêtements, chaussures, matériel, etc.

En consultant les états ci-dessus, il convient de ne pas perdre de vue que tout échange est suspendu avec l'Allemagne, l'Autriche, la Turquie et la Belgique; que, d'autre part, la Russie est en partie bloquée, et qu'une des plus riches régions de la France est encore envahie par l'ennemi.

Le blocus anglo-français. — Nous avons publié, il y a huit jours, le résumé du décret relatif au blocus naval, paru au *Journal Officiel* du 16 mars. Antérieurement, c'est-à-dire le 7 mars, le gouvernement américain avait présenté quelques observations à la note française lui dénonçant le blocus vigoureux contre l'Allemagne.

A ces observations, M. Delcassé avait répondu le 15 mars comme suit. Dans sa réponse, notre ministre des affaires étrangères a abordé tous les points mis en relief par le gouvernement américain sur lesquels, par suite, il n'y a pas à s'appesantir autrement :

« Par sa lettre du 7 mars courant, Votre Excellence a bien voulu attirer mon attention sur les vues du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la récente communication des gouvernements de France et de Grande-Bretagne, concernant une restriction à apporter au commerce avec l'Allemagne.

« D'après la lettre de Votre Excellence, la déclaration des gouvernements alliés présenterait, quant à son application, certaines incertitudes que le gouvernement américain souhaiterait voir dissiper, afin de pouvoir régler l'attitude qu'il doit prendre.

« Votre Excellence me signalait également que tout en admettant parfaitement la possibilité d'employer des méthodes nouvelles pour répondre à l'emploi nouveau des bâtiments sous-marins, le gouvernement américain n'était pas sans appréhension à la pensée que les belligérants alliés, si leur action devait être considérée comme constituant un blocus, en vinsent à saisir, dans les eaux voisines de l'Amérique, des navires ayant pu échapper aux croisières établies dans les mers d'Europe.

« En accusant réception à Votre Excellence de cette communication, j'ai l'honneur de lui faire

connaître que le gouvernement de la République n'a pas manqué de se préoccuper du point de vue qui lui est signalé par le gouvernement des Etats-Unis et d'assurer, en les précisant clairement, les conditions d'application, en ce qui le concerne, de la déclaration des gouvernements alliés. Comme le gouvernement fédéral l'a si bien mis en lumière, les moyens anciens de pratiquer un blocus ne se peuvent complètement appliquer en présence de l'usage que l'Allemagne fait de ses sous-marins, et également en ce qui concerne l'Allemagne en raison de sa situation géographique. Pour répondre au défi porté aux neutres aussi bien qu'à ses adversaires par le gouvernement impérial allemand dans sa déclaration, qu'il considérait les mers qui baignent la Grande-Bretagne et les côtes françaises de la Manche comme une zone militaire, qu'il en interdisait l'accès aux navires neutres par suite des dangers qu'ils y couraient, les gouvernements alliés ont dû rechercher les mesures qu'ils pourraient prendre pour interrompre toutes les communications maritimes de l'empire d'Allemagne et pour le tenir ainsi bloqué par la puissance maritime des deux alliés, tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, les intérêts légitimes des neutres et en restant soucieux des droits de l'humanité qu'aucun crime de leur ennemi ne les décidera à enfreindre.

« Le gouvernement de la République se réserve donc la faculté de faire conduire dans un port français ou allié tout navire portant une cargaison réputée allemande par son origine, par sa destination ou par son propriétaire; mais il n'ira pas jusqu'à saisir le bâtiment neutre en dehors des cas de contrebande. La marchandise débarquée ne sera pas confisquée. Dans le cas où un navire neutre prouvera ses droits de propriété sur une marchandise à destination de l'Allemagne, il aura toute liberté d'en disposer sous certaines conditions. Dans le cas où la propriété de la marchandise appartiendrait à un Allemand, elle sera simplement mise sous séquestre pour la durée de la guerre.

« La marchandise de provenance ennemie ne sera mise sous séquestre que si elle est en même temps la propriété d'un ennemi; celle qui appartiendrait à des neutres restera à la disposition de son propriétaire pour être renvoyée à son port de départ.

« Ces mesures, comme le remarquera Votre Excellence, auront pour effet, tout en privant l'ennemi de ressources importantes, de ménager les droits des neutres et de ne pas porter atteinte à la propriété privée, puisque même le propriétaire ennemi ne subira que la suspension de la jouissance de ses droits pendant la durée de la guerre.

« Désireux de donner aux neutres toutes facilités de faire valoir leurs droits, le gouvernement de la République a décidé de remettre au conseil des prises, tribunal indépendant, la connaissance de ces questions; et afin d'imposer aux neutres le moins de troubles possible, il a spécifié que le conseil des prises devrait statuer dans un délai de huit jours à partir du moment où il sera saisi.

« Je ne doute pas, monsieur l'ambassadeur, que le gouvernement fédéral, mettant en comparaison, d'une part, les violences inqualifiables dont le gouvernement impérial allemand menace tous les neutres, les actes criminels, inouïs dans les annales maritimes, qu'il a déjà perpétrés contre la propriété des neutres, contre la vie des sujets ou des citoyens neutres, et d'autre part, les mesures respectueuses des lois de l'humanité et des droits des particuliers qu'ont adoptées les gouvernements alliés de France et de Grande-Bretagne, reconnaîtra sans doute qu'ils n'ont pas outrepassé leur droit strict de belligérants.

« Je tiens enfin, en terminant, à vous assurer

qu'il n'entre pas et qu'il n'est jamais entré dans les intentions du gouvernement de la République d'étendre l'action de ses croiseurs à l'encontre des marchandises ennemies au delà des mers européennes, la Méditerranée comprise ».

A la date du 24 courant, on télégraphiait de Washington au *Morning Post* :

« La Maison Blanche a annoncé hier que la protestation des Etats-Unis contre le blocus anglo-français sera envoyée ces jours prochains à Londres et à Paris.

« On ne possède aucun renseignement sur le caractère de cette protestation, mais on croit que son objet principal sera de préparer le terrain aux réclamations que l'on fera peut-être à la fin de la guerre, pour le préjudice subi par les Etats-Unis ».

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	11 mars 1915	18 mars 1915
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4.241.978.081	4.244.353.836
Argent.....	377.371.635	377.678.875
	4.619.349.716	4.622.032.711
Disponibilité à l'étranger.....	423.920.538	547.568.118
Effets échus hier à recevoir à ce jour	1.033.948	9.360.267
Portefeuille Paris	83.540.831	79.463.223
Effets Paris.....	1.460.080	990.427
Effets Etranger.....	88.660	10.572
Portefeuilles des succursales.....	133.481.504	148.505.066
Effets prorogés	1.581.997.310	1.507.782.790
Paris.....	1.385.732.425	1.370.260.602
Succursales.....	4.290.000	4.290.000
Avances sur lingots à Paris.....	236.309.592	211.374.329
Avances sur lingots dans les succurs.	478.143.087	472.576.563
Avances sur titres dans les succurs.	200.000.000	200.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	4.600.000.000	4.600.000.000
Avances temporaires au Trésor public	3.171.450	3.171.450
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouvernements étrangers.....	71.000.000	71.000.000
Rentes de la Réserve.....	16.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	100.078.404	100.078.104
Rentes immobilisées.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	45.082.371	45.082.421
Depenses d'administration de la Banque et des succursales.....	2.371.947	2.382.091
Emploi de la réserve spéciale.....	8.407.394	8.407.394
Divers.....	329.678.074	300.831.520
Total.....	14.426.197.889	14.422.843.403
PASSIF		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en additions au capital.....	8.450.697	8.450.697
Réserves (Loi du 17 mai 1834).....	10.000.000	10.000.000
Ex-banques départementales.....	2.980.750	2.980.750
Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	11.022.534.020	11.109.468.560
Arrerages de valeurs déposées.....	31.589.342	31.015.145
Billets à ordre et récépissés.....	13.993.074	12.356.481
Compte courant du Trésor, créditeur.....	155.449.106	117.559.727
Comptes courants de Paris.....	1.699.813.965	1.750.749.151
Comptes courants dans les succursales	690.576.051	700.563.331
Dividendes à payer.....	4.139.871	4.012.140
Escompte et intérêts divers.....	13.434.213	15.854.792
Reescompte du dernier semestre.....	2.104.859	2.104.859
Divers.....	498.308.494	453.725.623
Total.....	14.426.197.889	14.422.843.403

Comparaison avec les années précédentes

	23 mars 1911	21 mars 1912	20 mars 1913	19 mars 1914	18 mars 1915
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.138.0	5.238.6	5.642.7	5.803.2	11.109.4
Encaisse or.....	3.250.6	3.245.7	3.215.9	3.621.5	4.244.3
argent.....	239.5	801.3	612.2	633.9	377.7
Portefeuille.....	1.001.2	670.6	1.628.5	1.395.4	3.117.3
Avances aux partic.	617.8	670.6	711.5	736.2	688.1
à l'Etat.....	180.0	20.0	200.0	200.0	200.0
Compt. cour. Trésor	146.2	168.8	181.9	163.6	117.5
partic.....	603.4	731.3	609.5	690.3	2.451.3
Taux d'escompte.....	3 0/0	3 1/2 0/0	4 0/0	3 1/2 0/0	5 0/0
Prime de l'or.....	pair	pair	pair	pair	pair

Le rôle de la Banque de France. — Le *Financial News* du 15 mars publie l'intéressant article suivant sur les services rendus par la *Banque de France* :

Tout occupés de nos propres affaires, nous n'avons peut-être pas prêté une attention suffisante à la manière dont nos excellents amis et alliés ont envisagé et résolu des problèmes financiers aussi ardu que ceux qui nous occupent. La récente assemblée des actionnaires de la *Banque de France* fournit une occasion d'exposer le rôle joué par cette grande institution dans les événements de l'année écoulée.

La *Banque de France* possédait une certaine expérience de la guerre, bien que les problèmes de 1870 aient été moins difficiles que ceux de 1914, et comme une étude approfondie de certains indices lui avait fait prévoir des complications financières, elle avait régulièrement augmenté ses réserves d'espèces. La *Banque de France* avait compris qu'une crise politique aurait pour conséquence la thésaurisation, et, par suite, une crise monétaire intéressant particulièrement les petits moyens de paiement.

Tandis que nous avons eu à trouver et à imprimer de nouveaux types de billets et à frapper de la monnaie divisionnaire, l'administration française avait fait provision de billets de 20 et de 5 francs et les avait répartis dans différents centres du pays. Le problème de la circulation intérieure était ainsi résolu avant même d'être posé et la mobilisation militaire en fut grandement facilitée. Cette première fonction de la *Banque de France* fut remplie dans le plus grand ordre et fut un succès complet. En même temps, la Banque se mettait en devoir d'avancer à l'Etat les sommes nécessaires pour poursuivre la guerre, en attendant que des emprunts réguliers pussent être faits.

Ces avances étaient au 24 décembre de 3.900 millions de francs (156 millions de livres) et sont maintenant de 4.500 millions de francs. Elles coûtent nominalement à l'Etat 1 %, mais, en réalité, seulement 7/8 net jusqu'à un an après la fin des hostilités ; à ce moment, les sommes non encore remboursées porteront intérêt à 3 %, la différence entre ces deux taux constituant une réserve spéciale pour parer aux avaries du portefeuille mortuaire. L'invention heureuse des obligations de la Défense nationale a soulagé la Banque d'une partie de la charge qui lui incombait de fournir des fonds au Trésor. La Banque a contribué à ce succès en mettant librement ses services à la disposition de l'Etat et du public et en consentant à faire des avances de 80 % de la valeur des obligations. Parallèlement à ses devoirs envers l'Etat, la *Banque de France* avait à se préoccuper de maintenir la vie économique dans la France entière « jusqu'au front même des armées ».

Dans les premiers jours de la guerre, un vif mouvement se manifesta en tous lieux pour retirer les dépôts des banques ; les banques ne pouvaient se procurer les fonds nécessaires aux remboursements qu'en réescomptant leurs portefeuilles à la *Banque de France*. Entre le 27 juillet et le 1^{er} août, le portefeuille de la Banque passait de 1.583 millions de francs à 3.410 millions de francs. La déclaration du moratorium vint pétrifier, en quelque sorte, la situation. La *Banque de France* ouvrit le compte des effets prorogés qui atteignit à son maximum 3.477.682.500 francs, mais qui a été réduit depuis à 3.015.717.000 francs.

Cet arrêt des transactions n'empêcha pas la Banque de donner de nouvelles facilités sous la forme d'escompte ou d'avances, lorsqu'elle en fut priée et qu'elle pouvait le faire sans imprudence. Tous ces faits témoignent de la hardiesse, mêlée de prudence, avec laquelle la *Banque de France*

a interprété et mis à exécution ses engagements à l'égard de l'Etat et des particuliers. L'exécution de ce programme a fait porter l'émission des billets au chiffre considérable de 11.072.510.000 francs qui est couvert dans la proportion de 41.7 % par de la monnaie et des lingots.

Le gouverneur a eu raison de dire que « notre bilan apporte le témoignage, aussi bien que la prime de notre billet sur les marchés étrangers, de la confiance universelle qui est la récompense de la sage administration de la Banque ». La Banque ne restera sûrement pas inactive après ce succès. Même après qu'une victoire assurée sera venue récompenser les armes des alliés, la Banque entreprendra résolument la restauration économique du pays ; elle contribuera à ouvrir une nouvelle ère de prospérité qui apportera une large compensation aux sacrifices du moment présent.

Les avances aux pays alliés et amis et aux Chambres de Commerce. — Dans sa séance du 19 mars, la Chambre des Députés a voté à l'unanimité le projet de loi suivant qui comporte un article unique :

« Article unique. — Le montant des avances que le ministre des finances est autorisé à faire, au moyen des ressources de la Trésorerie, à des pays alliés ou amis, est porté à la somme de 1.350 millions ».

A l'occasion de ce vote, M. Margaine, député, a posé deux questions intéressantes au ministre : Les pays à qui a été faite une avance (Serbie, Belgique) sont-ils les seuls ou peut-il y en avoir d'autres ? Pouvons-nous connaître le mécanisme qui sera employé ?

M. Ribot a répondu : « L'honorable M. Margaine me demande si les pays qui ont été indiqués, c'est-à-dire la Belgique et la Serbie, sont les seuls auxquels nous ferons des avances. Je ne puis répondre qu'une chose, c'est que nous demandons confiance à la France. Nous venons de consentir une nouvelle avance à la Belgique et personne, certainement, ne me critiquera dans cette Chambre. Nous avons fait une seconde avance à la Serbie. Nous nous réservons de faire d'autres avances, comme nous l'avons dit, à tous ceux qui seraient disposés à soutenir sur les champs de bataille la cause de la France.

« Quant aux procédés dont nous userons, jusqu'à présent nous avons compris ces avances, qui ne sont pas des dépenses définitives, dans le compte de 4 milliards 600 millions de la Banque de France. En ce qui concerne la Russie, j'ai indiqué moi-même dans l'exposé des motifs du projet, car je ne veux rien cacher, que nous procéderons d'une manière un peu différente. La Russie a offert de payer des intérêts ; nous n'avons pas voulu les recevoir nous-mêmes ; nous lui donnons des bons du Trésor sans intérêt ; elle les négocie à la Banque de France. Nous avons trouvé ce c'était un procédé meilleur. Comme nous ne voulons rien cacher, le chiffre de ces bons sera indiqué dans les bilans de la Banque de France et vous pourrez en suivre le développement ».

Ces paroles ont été accueillies par des applaudissements répétés.

Toujours à l'unanimité et le même jour, la Chambre a adopté sans débat le projet de loi tendant à consentir des avances à des chambres de commerce : 600.000 francs à celle de Nevers ; 2.500.000 francs à Saint-Quentin ; 1.000.000 à Lorient ; 900.000 francs à Toulouse ; 700.000 francs à Nice ; 600.000 francs à Limoges ; 3.000.000 à Bayonne.

Obligations de la Défense Nationale. — Quiconque souscrit aux Obligations de la Défense nationale a la certitude de voir augmenter son capital et de toucher, sans réduction possible, des intérêts supérieurs à 5 %. En ce qui concerne le capital, l'Etat s'engage à rembourser 100 francs à qui lui apporte 95 fr. 50 (prix d'émission sur lequel on paye immédiatement les intérêts jusqu'au 16 août). Cette pri-

me de 3 fr. 50 sera acquise le 16 février 1925 au plus tard ; elle peut l'être dès 1920, pour sa totalité, si l'Etat rembourse par anticipation.

En ce qui concerne les intérêts, l'Etat ne peut en modifier le taux, ni par conversion avant 1920, car la conversion suppose l'offre de remboursement, et l'Etat s'est interdit de rembourser plus tôt ; ni par voie fiscale. Les obligations sont exemptes de tout impôt, sur le coupon comme sur le titre.

En versant d'ici à la fin du mois un prix net de 94 fr. 63, on a droit : 1^o à un coupon de 2 fr. 50 payable par anticipation jusqu'au 16 août 1924, et 2^o à un capital de 100 francs payable le 16 février 1925 au plus tard.

La Commission pour l'amélioration des relations commerciales avec la Russie. — La Commission constituée par arrêté du ministre des Affaires étrangères, en date du 10 mars, pour rechercher les moyens de développer les relations commerciales entre la France et la Russie, et le Comité consultatif qui lui a été adjoint, se sont réunis lundi au ministère des Affaires étrangères.

La Commission est ainsi composée : M. Méline, sénateur, président. MM. Viger, Jean Morel, Touron, Barbier et Noël, sénateurs.

MM. Joseph Thierry, Marc Réville, députés. MM. Branet, directeur des douanes ; Bolley, directeur au ministère du Commerce ; Fernand Pila, consul de France ; Emile Mercier, directeur de l'Office national du commerce extérieur.

Les présidents des Chambres de commerce de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, Lille, Nancy.

MM. Jules Charles Roux, président du Comité central des armateurs de France ; de Rouziers, secrétaire général du Comité central des Armateurs de France ; Guillaïn, président du Comité des forges de France ; Carmichael, président de l'Union des industries textiles.

MM. Eugène Motte, ancien député, industriel à Roubaix ; Edmond Théry, directeur de l'*Economiste Européen* ; Georges Blondel, professeur à l'Ecole des hautes études commerciales et à l'Ecole des sciences politiques.

Dans la susdite réunion, le ministre a annoncé que nos relations économiques avec la Russie ne sont pas en rapport avec nos relations d'amitié. Il dépend de nous de les améliorer ; le moment est tout à fait favorable. Le gouvernement est résolu à faire tous ses efforts pour arriver au résultat désiré.

M. Méline, président, a dit qu'il était inadmissible que notre exportation en Russie ne fût que de 50 à 60 millions de roubles, quand celles de l'Allemagne dépasse 650 millions !

Mais, pour prendre la place des Allemands, il faut d'abord connaître dans le détail les savants procédés qui leur ont permis de nous éliminer du marché russe. De là, une enquête qui s'impose au début des travaux de la Commission.

Il est nécessaire que cette enquête soit très rapide, afin qu'à la veille même de la cessation des hostilités, nous soyons prêts à entrer en campagne. Les membres du Comité consultatif devront donc chercher les moyens pratiques et efficaces de pénétrer sur le marché russe. Leurs propositions seront soumises aux délibérations générales de la Commission et du Comité, qui formuleront des conclusions définitives.

Cela fait, on pourra entrer dans la période d'action et envoyer en Russie une mission, dont les principaux éléments seront pris dans le Comité consultatif, pour jeter les bases de l'avenir et nouer sur place des relations d'affaires.

Les Chambres de commerce devront prendre alors l'initiative du mouvement et pousser les vaillants enfants de France, pendant trop longtemps attachés à leur coin de feu, à sortir de leur pays pour aller chercher fortune au dehors. C'est

encore une œuvre de défense nationale, à laquelle on doit attacher son prix, une revanche supérieure qui doit nous indemniser de tout ce que nous avons perdu et de tout ce que nous avons souffert.

La Commission a procédé ensuite à la constitution de son bureau, à la nomination de vice-présidents et d'un secrétaire, etc.

Elle a choisi comme vice-présidents : MM. Viger, sénateur ; Joseph Thierry et Réville, députés ; David Mennet, président de la Chambre de commerce de Paris ; comme secrétaire, M. Georges Blondel.

L'affaire du Dacia. — D'après les nouvelles publiées, les commissaires-instructeurs chargés d'instruire l'affaire du *Dacia*, — capturé, comme on sait, par le croiseur auxiliaire français *Europe* et amené à Brest — auraient terminé leur enquête. Ils concluent, ajoute-t-on, à la validité de la saisie.

Leur rapport serait remis prochainement au ministère de la marine, qui le transmettrait ensuite au tribunal des prises.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. — Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 24 mars, s'établissait comme suit :

Département d'émission		Liv. sterl.
Billets émis	.....	74.143.000
Dette de l'Etat	.....	11.015.100
Autres garanties	.....	7.434.900
Or monnayé et en lingots	.....	55.693.000
		74.143.000
Département de Banque		
Capital social	.....	14.552.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'épargne des agents de la Dette nationale, etc.)	.....	92.049.000
Dépôts divers	.....	93.081.000
Traites à 7 jours et diverses	.....	44.000
Solde en excédent	.....	3.759.000
		203.485.000
Garanties en valeurs d'Etat	.....	35.352.000
Autres garanties	.....	126.599.000
Billets en réserve	.....	39.978.000
Or et argent monnayés en réserve	.....	1.556.000
		203.485.000

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août...	27.622	36.105	68.249	76.393	9.967	14.60	6 %
3 février...	67.649	34.827	162.584	129.413	51.272	31.54	5 %
10 — ...	67.205	34.415	162.276	129.194	51.239	31.57	»
17 — ...	65.546	34.167	157.934	126.263	49.829	31.54	»
23 — ...	63.872	34.223	159.830	129.856	48.099	30.12	»
3 mars...	59.992	34.533	170.760	145.091	43.909	25.72	»
10 — ...	59.877	34.297	179.933	154.148	44.030	24.47	»
17 — ...	59.465	34.046	171.364	145.799	43.849	25.58	»
24 — ...	57.249	34.165	185.130	161.951	41.534	22.43	»

Les banques anglaises et leurs dépôts. — Le *Standard* du 15 mars note que les dépôts des « Joint Stocks Banks », qui s'élèvent à la fin de février à 16.275 millions de francs, présentent une augmentation de 1.700 millions depuis juillet 1914. Cette augmentation s'est produite bien que, depuis le mois de décembre, il y ait eu des paiements constants à faire aux emprunts de guerre ; elle est due, tant aux paiements du gouvernement anglais relativement aux dépenses de guerre qu'à ce fait, que les opérations en Angleterre sont, beaucoup plus qu'auparavant, effectuées dans le pays même.

La mobilisation industrielle en Angleterre.

Nous parlions, il y a huit jours, du nouveau projet de loi sur la défense du Royaume-Uni permettant une sorte de mobilisation des ressources industrielles du pays par le gouvernement. Or, suivant les journaux, le gouvernement propose que les bénéfices réalisés dans les usines réquisitionnées et placées sous le contrôle de l'Etat ne puissent pas dépasser 10 %. L'excédent reviendrait à l'Etat.

D'après le projet gouvernemental, les syndicats suspendraient l'application des règlements qui prescrivent la limitation de la production, et les ouvriers recevraient des augmentations de salaires.

A propos du blocus naval. — La réponse de Sir Ed. Grey à l'ambassadeur des Etats-Unis, relative au blocus franco-anglais, a été publiée à Londres sous forme de « Livre blanc ». Son dernier paragraphe était ainsi conçu :

« Enfin, il ne s'agit nullement de gêner les vaisseaux neutres ayant des cargaisons ennemies non classées quand ils seront hors de la Méditerranée ou des eaux européennes. »

Ce paragraphe ayant donné lieu à diverses interprétations, la note officielle suivante a été communiquée :

« Il n'a jamais été question d'excepter la Méditerranée des mesures navales ayant pour but d'empêcher le transit des marchandises de ou vers l'Allemagne. »

Ajoutons que les avis de Londres ont mentionné que le premier navire neutre arrêté depuis la déclaration franco-anglaise sur le blocus de l'Allemagne est le vapeur suédois *Geheland*, qui transportait un chargement de provisions à destination d'un port allemand.

Ce navire a été conduit à Tees. Son chargement sera probablement vendu.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne au 15 mars accuse, sur celui au 7 mars, les variations suivantes :

	7 mars	15 mars	Comparaison
(En millions de marks)			
Encaisse or	2.294	2.316	+ 22
— argent	42	42	»
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts	204	186	- 18
Portefeuille d'es-compte	4.261	4.437	+ 176
Avances	37	37	»
Portefeuille titres	25	57	+ 32
Circulation	4.905	4.937	+ 32
Dépôts	1.712	1.896	+ 184

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire (1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juillet.	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août ..	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 %
23 janv...	2.145	52	324	4.484	1.625	3.720	41	5 %
30 — ...	2.164	50	265	4.659	1.453	3.784	42	»
7 février.	2.195	46	200	4.672	1.451	3.860	42	»
15 — ...	2.229	47	154	4.637	1.498	3.862	41	»
23 — ...	2.254	49	189	4.635	1.724	4.027	37	»
28 — ...	2.271	44	216	4.863	1.582	4.095	43	»
7 mars...	2.294	42	294	4.905	1.712	4.961	37	»
15 — ...	2.316	42	186	4.937	1.896	4.437	37	»

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Le spectre de la faim. — *La fabrication d'un nouveau pain.* — Selon le *Lokal-Anzeiger* du 16 mars, le docteur Fornet a réussi à confectionner un pain rappelant le petit pain au kummel, dans lequel n'entrent pas les produits soumis au monopole, qu'on peut, par conséquent, se procurer sans bons et qui est appelé à un réel succès.

Le renchérissement des vivres. — Le correspondant à Genève de notre confrère *Le Temps* lui a télégraphié, à la date du 20 courant :

« Une lettre particulière que nous avons sous les yeux, et qui vient du grand-duché de Bade, informe un destinataire que depuis quelque temps les vivres ont renchéri de 50 %. »

Les difficultés économiques de l'Allemagne. — Au nombre des réformes diverses recommandées au gouvernement allemand, la Commission du budget du Reichstag a proposé :

La fixation de prix maxima pour la farine et pour les produits destinés à l'alimentation du bétail ; la mise en sûreté de l'orge et du malt, qui seront uniquement réservés à l'alimentation nationale ; la fixation d'un prix maximum pour la bière ; la défense de fabriquer de l'eau-de-vie avec les grains, les fruits ou le sucre.

La Commission a aussi demandé au Gouvernement d'augmenter le crédit agricole, de manière à pouvoir réaliser dès maintenant la saisie de tous les produits servant à l'alimentation du bétail.

L'expropriation des céréales. — D'après le *Vorwärts*, la Société de guerre pour les céréales éprouve de grandes difficultés à se procurer les grains : les détenteurs attendent la procédure d'expropriation au lieu de traiter à l'amiable. La Société fait remarquer que leur calcul est maladroite, car les commissions d'expropriation n'attribuent pas le prix maximum et, d'autre part, les détenteurs de grains reçoivent, en ce cas, leur argent plus tardivement.

La disette de pommes de terre. — Le professeur Karl Ballod, connu pour ses travaux de statistique, et dont notre directeur, M. Edmond Théry, a déjà parlé dans son ouvrage : *La Guerre d'usure économique contre l'Allemagne*, vient de publier un article sur les approvisionnements de l'Allemagne en pommes de terre.

Il estime à 42 ou 43 millions de tonnes la production de la dernière récolte au lieu de 47 millions, chiffre fourni par l'estimation ordinaire. Observons toutefois que les statistiques connues jusqu'ici évaluèrent à 45 millions de tonnes la production de pommes de terre en Allemagne pour 1914.

Quoi qu'il en soit, dit le professeur Karl Ballod, sur ces 42 ou 43 millions, 7 ont été réservés pour les ensemencements. Il faut également compter sur un déchet de 4 millions de tonnes environ. Il restait donc de 31 à 32 millions pour l'alimentation.

Or, selon le professeur Ballod, 25 millions ont été consommés jusqu'au début de mars, 6 millions seraient donc encore disponibles. 4.240.000 tonnes seraient nécessaires à l'alimentation humaine jusqu'au 15 juillet sur lesquelles 900.000 devront être employées à la fabrication du pain. D'après ce calcul, il resterait pour la nourriture des porcs 860.000 tonnes.

Cette quantité est notoirement insuffisante si l'Allemagne conserve ses 20 millions de porcs (21.923.707 même, d'après l'estimation de l'annuaire statistique de l'empire paru en juillet 1914). Ces animaux devront donc être rationnés — ce que, dit M. Ballod, aucun éleveur ne voudra faire. Il propose, dans ces conditions, les mesures suivantes :

1° Saisie et abatage des trois quarts du troupeau de porcs ;

2° Saisie (après recensement des approvisionnements) des pommes de terre propres à la consommation humaine ;

3° Organisation de la vente des pommes de terre par les communes.

En attendant, le *Berliner Tageblatt* apprend que le gouvernement allemand vient d'annoncer à la commission du budget du Reichstag que, pour assurer certains approvisionnements, il ferait saisir environ deux millions de tonnes de pommes de terre dans les régions où la production dépasse notablement les besoins locaux. Cette mesure a pour but d'effectuer une meilleure répartition sur l'ensemble du pays et de prévenir les crises locales fréquentes qui sont signalées.

D'ailleurs, la susdite commission du budget du Reichstag avait elle-même recommandé au gouvernement la mise en sûreté des pommes de terre, pour être réservées à l'alimentation nationale avec établissement d'un prix maximum pour le moyen et le petit commerce, avec création d'un office central pour la répartition des excédents de certaines communes aux communes déficitaires, avec désignation de commissaires chargés de saisir et d'exproprier les approvisionnements dissimulés par les détenteurs.

S'il faut s'en rapporter à une communication parvenue de Copenhague au *Daily Telegraph* de Londres, une subite et sérieuse gelée se serait produite dans l'est et le sud de l'Allemagne, détruisant la presque totalité des plants de pommes de terre.

La saisie des stocks de sucre. — Le gouvernement allemand a décidé, comme il l'a fait pour les pommes de terre, de saisir les stocks de sucre brut existant encore dans les entrepôts de Hambourg.

Ce sucre sera mis à la disposition des agriculteurs dont la situation est extraordinairement critique et qui ne savent plus que donner à leur bétail jusqu'au moment où il sera possible de se procurer un peu de fourrage vert.

Achats de poissons. — Selon la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le ministère de l'intérieur a chargé la Société centrale d'achats de traiter avec les pêcheries pour l'acquisition de 30 millions de kilogrammes de poisson.

La saisie de l'orge. — Extrait du *Frankfurter Zeitung* du 13 mars :

« L'ordonnance du Bundesrat du 13 février, relative à la saisie de l'avoine, a laissé aux propriétaires de chevaux le droit de disposer de trois quintaux d'avoine par chaque animal. On pensait que cette quantité pourrait être augmentée, si les stocks le permettaient ; mais étant donné qu'il existe près de 3,5 millions de chevaux, en dehors de ceux de l'armée, dans l'Empire, il a fallu renoncer à cette augmentation. Lors du partage des fourrages contenant du sucre, comme le son, il a été fixé également une quantité déterminée pour les chevaux, mais qui ne suffit pas à remplacer l'avoine. D'où la nécessité de saisir les stocks d'orge pour les utiliser aussi bien à l'alimentation humaine qu'à la nourriture des chevaux. Dans les années normales, l'Allemagne importe 3 millions de tonnes d'orge pour le bétail, de Russie, qui manquent aujourd'hui, alors qu'une notable partie de l'orge du pays a dû déjà être consommée. Il convient donc, dans l'intérêt public, d'être très ménager de ce qui peut rester et qui ne doit pas être très considérable. Seront exceptées de la saisie : 1° les quantités en possession des agriculteurs et des propriétaires de chevaux et qui doivent servir à l'alimentation de leur bétail et de leurs chevaux ; 2° les quantités nécessaires pour les semences ; 3° enfin, les quantités nécessaires pour la production par les entreprises agricoles et industrielles de produits d'alimentation, tels que farine, orge mondé, extrait de malt, bière, etc. »

« Grâce à cette mesure, on arrivera à maintenir intact notre bétail pendant les prochains mois. Pour plus-tard, il sera plus facile de le nourrir avec l'aide des pâturages. »

« De même que lors de la saisie de l'avoine, il est

décidé que pour la saisie de l'orge, le prix maximum sera augmenté de 50 marks par tonne. »

Les protestations ouvrières. — Selon le *Vorwärts*, les syndicats ouvriers de Nuremberg ont adressé au commandement militaire une pétition qui porte que des mesures telles que la diminution de la ration de pain et, presque aussitôt, l'augmentation du prix de la bière, pèsent lourdement sur la classe ouvrière.

Un impôt sur les bénéfices de guerre. — D'après la *Gazette de Cologne*, la commission du Reichstag a approuvé le projet de loi sur l'émission de billets de banque de 10 marks et s'est prononcée à l'unanimité pour l'institution d'un impôt spécial sur les bénéfices réalisés à l'occasion de la guerre.

Les cours du change en Allemagne. — Le *Moniteur de l'Empire allemand* vient de publier un amendement à l'ordonnance du 25 février portant interdiction de communiquer le prix des valeurs en Bourse. Dorénavant les banquiers et changeurs pourront se communiquer les cours du change.

Les craintes de manque de tabac. — Le *Berliner Tageblatt* du 16 mars disait :

« Il faut dès maintenant envisager le moment où nous manquerons de tabac. Nous n'en recevrons plus du Brésil ni du Mexique. Amsterdam a présentement dans ses magasins 10.000 balles qui ne suffiront pas pour la consommation allemande ».

La question des automobiles. — D'après le *Lokal-Anzeiger*, le préfet de police de Berlin a ordonné que les moteurs des automobiles privées seraient démontés de manière à rendre effective l'ordonnance du Conseil fédéral du 25 février, qui a prohibé l'usage civil des autos pour économiser l'essence et le caoutchouc.

AUTRICHE-HONGRIE

La disette à Vienne. — Selon le *Neues Wiener Journal*, le manque de farine a obligé 150 boulangers de Vienne à fermer vendredi dernier leurs magasins. Dès les premières heures du jour, la population a assiégé les boulangeries qui étaient ouvertes et a rapidement enlevé les provisions de pain disponibles. Le public a envahi alors les pâtisseries où il a acheté toutes les marchandises en réserve. Dans certains arrondissements, des scènes violentes se sont produites à l'entrée des magasins.

Selon la *Nouvelle Presse libre*, le lait arrive également à Vienne en quantité insuffisante. Presque toutes les laiteries sont fermées dès le matin et les clients n'obtiennent plus la marchandise demandée que contre le paiement d'un abonnement mensuel.

Le maire de Vienne a fait une nouvelle démarche auprès du statthalter de la Basse-Autriche pour lui demander qu'une certaine quantité de maïs concédé par le gouvernement hongrois au gouvernement autrichien soit remise à la commune de Vienne.

Le conseil municipal a décidé, pour remédier à la situation actuelle, d'ouvrir à l'hôtel de ville un comptoir où les stocks de farine en possession de la commune seront vendus aux boulangers.

D'un autre côté, on a annoncé ce qui suit de Vienne :

Une pétition significative a été présentée au gouvernement austro-hongrois. Quinze mille habitants sollicitent l'autorisation d'aller à la chasse, pour pouvoir approvisionner d'un peu de gibier les populations souffrant de la disette.

La chasse est interdite depuis huit mois sur toute l'étendue du territoire. De ce fait, les forêts sont en ce moment très giboyeuses.

On fait remarquer que le pain manque partout, alors que jamais le gibier n'a été aussi abondant, sans qu'il soit permis de tirer un coup de fusil pour l'abattre.

Les malfaçons en Hongrie. — D'après les avis venus de Budapest, la police aurait arrêté deux grands commerçants qui ont livré du mauvais drap pour l'armée.

ITALIE

La contrebande poursuivie en Italie. — D'après le *Corriere Sera* du 15 mars, le Comité du groupe nationaliste italien, après avoir pris acte de la constitution d'un nouveau groupe à Gallarate, a délibéré récemment en vue de pourvoir à une organisation complète des membres du groupe milanais. Il s'agit d'organiser pour ceux qui, pour un motif quelconque, seraient empêchés de prendre part aux opérations de guerre, une mobilisation civile, selon les qualités et possibilités de chacun.

Le comité a stigmatisé l'œuvre de la contrebande et a mis à l'ordre du jour le vœu, suivant :

« Que le gouvernement, comme sanction, rende publics les noms des contrevenants ».

En conséquence, le Comité a institué un bureau spécial pour recueillir tous renseignements confidentiels au sujet de la contrebande.

Cette contrebande s'exerce en effet partout et de toutes façons, et quelques cas sont à signaler.

Le *Secolo* du 16 courant mentionnait que la rédaction du journal *La Nostra Guerra* aurait reçu la nouvelle qu'un industriel d'Ascoli-Piceno serait en pourparlers avec une maison de la Haute-Italie pour la fabrication de fusées pour projectiles d'artillerie. Cet industriel ayant demandé une garantie que ces fusées ne soient pas destinées à l'étranger, on lui aurait répondu d'une façon évasive, et avec des motifs plus ou moins plausibles pour tergiverser. Le voyageur de la maison de la Haute-Italie avait avec lui les modèles des fusées. Le rédacteur du journal reçut des réponses conformes de l'industriel et de la maison de Milan. Bien plus, on parla d'une commande de 80 à 100 mille fusées et d'une autre maison locale qui avait accepté la commande. La chose a été immédiatement dénoncée au préfet.

Selon le *Popolo d'Italia* du 17 mars, cette contrebande militaire se poursuivait depuis des mois à Bologne et à Vérone. Dans cette dernière ville, on aurait commandé à une importante Société métallurgique, dont on tait le nom pour le moment, une quantité considérable de fusées pour l'artillerie de campagne, à concurrence d'une somme totale de 500.000 francs. Ces fusées devaient être ensuite expédiées la nuit, en cachette, par caisse de 80 chacune, par l'entremise de charretiers dans les pays frontières, de préférence sur Bellune, où la contrebande est facilitée par la topographie du pays où les maisons chevauchent la ligne de la frontière. Les intéressés feraient courir le bruit qu'il s'agit d'une fourniture française... mais les marchandises étaient envoyées en Autriche...

A Venise, à la suite de la contrebande de fusils, disait la *Gazetta del Popolo* du 14 courant, la douane exerce une plus grande surveillance. On a arrêté ainsi un chargement de soufre provenant de Sicile et dirigé sur Trieste. L'expéditionnaire est la maison Gondrand, l'expéditeur, Pietro d'Agata Toderò de Catane. Le destinataire, François Bell, de Trieste. Il s'agissait de 25 tonnes de soufre arrêtées parce qu'il contenait plus de 3 % de cuivre, limite fixée par les décrets ministériels sur l'exportation.

De son côté, le *Secolo* du 15 mars annonçait qu'à Venise également, la questure venait de réussir à éventer une nouvelle tentative de contrebande. A 6 heures, quelques agents de la sûreté publique montaient à bord du vapeur *Tripoli*, de la *Société Nationale des Transports Maritimes*, et procédaient à la vérification de 74 petites caisses qui, selon les déclarations, devaient contenir des oranges, des bananes et des dattes. Une fois ouvertes, on découvrit qu'elles étaient à double fond. La partie supérieure était, en effet, recouverte d'oranges, mais

ETATS-UNIS

Manœuvres des Allemands au Stock-Exchange de New-York. — Le *Financier and Bullionist* de New-York du 17 mars reproduit un extrait du « Wall Street Journal » qui éclaire d'un certain jour les achats de valeurs allemandes à Londres. Les Allemands vendent des valeurs américaines aux Etats-Unis, et avec le montant de ces ventes, achètent des valeurs allemandes à Londres. Ils bénéficient ainsi de la baisse du cours de la livre sterling à New-York et du bon marché des valeurs allemandes sur le marché de Londres. Ces opérations peuvent se faire par l'intermédiaire des banques de New-York « étant donné surtout qu'il n'y a rien, dans le décret britannique, qui défende des achats de la part des ennemis ».

Les faux passeports allemands aux Etats-Unis. — Le nommé Stegler, dont nous parlions il y a huit jours, à propos de l'affaire des fraudes se rapportant à des passeports, a été condamné à six mois de prison. Les deux autres inculpés, Madden et Cook, ont été condamnés chacun à dix mois.

L'avocat de Stegler, plaidant pour l'application d'une peine légère, a dit que l'instigateur de cette affaire était le représentant du gouvernement allemand, qu'on ne peut atteindre.

Tentative de subornation. — Le consul allemand de Seattle, M. William Muller, et son secrétaire, M. Schultz, viennent d'être arrêtés. Ils sont inculpés de tentative de subornation d'un employé de la Compagnie de constructions des bassins d'échouage établis à Seattle. Le consul et son secrétaire avaient tenté de se faire livrer des documents de la Compagnie.

L'accusation leur reproche particulièrement d'avoir offert de l'argent à l'employé s'il voulait leur fournir des informations qui seraient venues étayer certaines accusations de M. Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne, d'après lesquelles cette Compagnie aurait fourni des sous-marins au gouvernement britannique.

Les textes diplomatiques ont été soigneusement examinés avant l'arrestation des deux Allemands. D'après ces textes, en effet, les consuls jouissent de l'immunité, sauf dans le cas d'inculpation criminelle.

Dans le cas de M. Muller, la tentative de corruption de l'employé de la Compagnie des chantiers constitue une violation des lois de l'Etat.

M. Muller et son secrétaire ont fourni une caution de mille dollars chacun, qui a été versée au procureur d'Etat.

L'ambassade d'Allemagne a protesté auprès du gouvernement contre le mandat d'arrêt lancé par les autorités de Seattle contre le consul d'Allemagne.

JAPON

L'incident sino-japonais. — Une dépêche de Pékin, datée du 25 mars, annonce qu'à la conférence tenue la veille à la légation japonaise, les négociations pendantes entre la Chine et le Japon ont fait d'importants progrès.

Cinq articles du projet de convention ont été approuvés et signés, ce qui porte à six le nombre des articles sur lesquels l'accord est complet.

Revue Commerciale

Blés. — A la Bourse du commerce, les affaires sont très calmes et plus difficiles que jamais, étant donné la difficulté des transports et les réquisitions à outrance de l'Intendance militaire qui achète tous les lots disponibles après battages. Cependant les quelques ventes effectuées furent assez bien

dans la partie inférieure se trouvaient adroitement disposés des récipients d'huile de ricin... dernière comprise dans la défense d'exportation.

Parlant d'une affaire de peaux à Vicence, l'*Avanti* du 16 mars mentionnait qu'il y a quelques jours, un commerçant vénitien venait et achetait, dans les boucheries, par l'intermédiaire d'un propriétaire de cette ville, toutes les peaux fraîches disponibles, en en retenant d'autres pour l'avenir. L'affaire fut conclue pour une somme inférieure à 200.000 lire, mais la négociation, ébruitée, donna lieu à des soupçons.

On sut plus tard que les peaux vendues, — sans nul doute de bonne foi par les bouchers vicentins, — étaient destinées à l'Autriche et que des affaires similaires avaient été conclues également en d'autres villes, y compris Padoue. Deux chargements étaient partis le 15 mars.

A Venise et à Mestre, de nombreux wagons de peaux fraîches gisent auprès des magasins de douane, lesquelles, bien que ne constituant pas de contrebande proprement dite (comme les peaux tannées), ont été « arrêtées », vu l'évidence que de cette manière on voulait éluder la défense d'exporter.

On peut conclure de ce qui précède, que l'Italie finira par se préoccuper sérieusement d'enrayer la contrebande qui, depuis le début de la guerre, s'est effectuée dans une proportion assez grande. C'est d'ailleurs cet état de choses qui a fait que, depuis l'ouverture des hostilités, des quantités de wagons des chemins de fer d'Etat italien sont passés d'Italie à l'étranger (8.000, selon le *Giornale d'Italia*) et que ces wagons, dont elle n'a pas pu rentrer en possession jusqu'ici, servent, dans les deux empires d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne, aux transports de troupes et de munitions sur les divers théâtres de la guerre.

TURQUIE

Le bombardement des Dardanelles. — En raison d'une forte tempête, les opérations dans les Dardanelles ont subi un temps d'arrêt. Au reste la reprise des opérations, ainsi que l'a observé le « Communiqué de l'Amirauté Britannique » du 18 mars au soir, devra être précédée d'un balayage complet à effectuer par les relevés de mines.

En effet, lors de la nouvelle attaque qui eut lieu dans la matinée du 17, une escadre française se porta en avant, mais comme elle franchissait le goulet, un de nos navires, le *Bouvet*, fut détruit par une mine dérivante. Il coula en moins de cinq minutes, aux cris de : Vive la France ! poussés pas tout l'équipage dont une partie toutefois a pu être sauvée. Le *Gaulois* fut à son tour endommagé.

La flotte anglaise a été éprouvée, elle aussi. L'*Irrésistible* et l'*Océan* ont coulé, ayant probablement heurté des mines. D'autre part, l'*Inflexible*, atteint par un obus de gros calibre a besoin de réparations.

Les pertes enregistrées sont glorieuses mais cruelles si l'on songe aux braves que nous avons à pleurer. Quant à la puissance des flottes alliées, elle ne sera pas atteinte. Dès jeudi matin, le croiseur anglais l'*Indomitable* arrivait dans la mer Egée, et le *Queen* et l'*Implacable*, qu'on avait fait venir d'Angleterre en prévision des pertes que les opérations pourraient causer, étaient attendus. De notre côté, le *Henri-IV*, qui était sur la côte de Syrie, a reçu l'ordre d'aller prendre la place du *Bouvet*, et le cuirassé *Jauréguiberry* remplacera le *Gaulois* actuellement en réparation.

D'après les derniers avis reçus, il doit en somme être entendu que les pertes éprouvées par la flotte anglo-française sont dès à présent comblées par les renforts arrivés. Et si les alliés doivent prendre désormais des précautions toutes spéciales pour éviter toute surprise, ainsi que l'a dit l'Amirauté anglaise, leurs opérations vont quand même reprendre rapidement et énergiquement.

soutenues et même pour certaines provenances on enregistre une hausse allant de 25 à 50 centimes. De même qu'à huitaine, les courtiers assermentés n'ont pas publié de cote officielle. Voici quelques-uns des prix tenus en gares de départ par 100 kilos : Somme et Ille-et-Vilaine, 31 75 ; Oise, 31 75 à 32 ; Marne, Seine, Oise, Seine-et-Marne, Eure, Aube, Yonne, de 32 à 32 25 ; Mayenne, Sarthe, 32 à 32 50 ; Loire, Beauce, Poitou, 32 25 à 32 50 ; Touraine, Vendée, Seine-Inférieure, Meurthe-et-Moselle, 33 50 ; Cher, Nièvre, Allier, 32 50 à 32 75.

Les dernières estimations de la récolte du froment dans l'Inde seraient de 106.684.935 quintaux contre 85.622.281 en 1914, soit une augmentation de près de 125 %.

Prix du Blé sur les grands marchés
(Les 100 kilogrammes)

Villes	24févr.	3 mars	10mars	17mars	24mars
	1915	1915	1915	1915	1915
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Paris (disponible).....	31 50	31 25	31 25	31 25	31 50
Londres.....	35 63	35 51	35 60	36 09	36 23
Liverpool.....	35 35	36 10	35 44	36 01	35 73
New-York.....	31 75	29 71	32 71	33 28	32 61
Chicago.....	29 18	27 18	29 56	30 06	29 66

Métaux. — Voici quel a été le mouvement du cuivre dans les magasins du Havre pendant ces trois dernières quinzaines :

	Entrées	Sorties	Stocks
	(En kilos)		
1 ^{er} /15 février.....	177.412	315.162	1.643.834
16/28 février.....	174.173	236.674	1.581.333
1 ^{er} /15 mars.....	173.621	431.897	1.325.057

D'après la circulaire *Merton*, les mouvements d'entrées et de sorties en Angleterre des fontes, acier et ses dérivés, pendant les deux premiers mois de l'année 1915, se comparent ainsi avec ceux de l'année précédente :

	Importations		Exportations	
	1915	1914	1915	1914
	(En tonnes)		(En tonnes)	
Fonte.....	35.146	33.997	45.580	142.145
Fer acier.....	37.264	181.787	263.517	412.269
Fer galvanisé.....	"	"	49.720	145.222
Plaque d'étain.....	"	"	54.317	84.908

Ainsi que le démontre ce tableau, tous les chiffres des importations et surtout des exportations présentent des diminutions très sensibles, dues aux formidables besoins d'armements que crée la guerre actuelle, et qui ne permettent pas la sortie de matériaux indispensables à assurer la victoire commune des alliés.

Sur la place de Paris le volume des transactions est assez important et tous les cours sont fermes, sauf pour l'étain détroits, qui a perdu 15 points et clôture à 495 francs.

On cote : cuivre en lingots et plaques de laminage, livrables au Havre ou à Rouen : 205 fr. les 100 kilos contre 195 à huitaine ; zinc, bonnes marques, le Havre ou Paris : 135 fr. et le plomb de provenances diverses, marques ordinaires, à Rouen ou au Havre, 68 fr. contre 65 francs.

Cours des Métaux à Londres
(La tonne de 1.016 kil. 048)

Métaux	24février	3 mars	10 mars	17 mars	24 mars
	1915	1915	1915	1915	1915
	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.
Cuivre en barres :					
Disponible.....	64 10 0	64 13 0	63 17 6	65 7 0	69 2 6
A 3 mois.....	64 18 3	64 10 0	64 7 6	65 17 0	69 12 6
Etain : disponible..	186 5 1	183 0 0	189 10 0	190 5 6	173 0 0
— à 3 mois.....	164 5 0	162 0 0	166 0 0	166 15 0	167 0 0
Zinc : disponible..	42 0 6	43 2 6	44 10 0	44 10 0	43 15 0
Plomb étrang.: disp.	19 17 0	20 5 0	20 12 6	22 7 6	23 15 0

PETITES NOUVELLES

Les titres du Crédit Foncier se font toujours remarquer par une activité qui contraste avec la pénurie générale des affaires. Il semble que l'épargne suit avec une plus grande attention les tirages de lots et le remboursement. On peut estimer à plus de 125 millions le montant des sommes payées depuis l'ouverture des hostilités aux porteurs de titres sous forme d'amortissement de primes et de lots.

Les obligations Communales 1879, 1880, 1891, 1899 et Foncières 1909 participeront au tirage du 5 avril prochain doté de 860.000 francs de lots.

Le conseil d'administration de la *Compagnie du Chemin de fer du Nord* se voit contraint de retarder la réunion de l'assemblée générale annuelle du mois d'avril en raison de la situation où se trouvent actuellement les très nombreux actionnaires qui sont retenus sur le réseau, dont la plus grande partie et les villes les plus importantes sont occupées par l'ennemi.

Il leur serait impossible non seulement de déposer leurs titres, de se rendre à l'assemblée générale ou d'envoyer leur procuration à un actionnaire qui pût les représenter, mais même de recevoir l'avis de convocation ou toutes autres communications utiles.

Par ordonnance du préfet de police, la Bourse des valeurs sera fermée le vendredi 2 et le samedi 3 avril précédant les fêtes de Pâques et le lundi 16 août, lendemain de fête légale tombant un dimanche. On sait que le 5 avril, lundi de Pâques, est également jour férié.

Marché Financier

Un certain ralentissement dans les échanges a été à signaler cette semaine. On s'est, en effet, un peu moins occupé que pendant les huit jours précédents. Néanmoins, la Bourse a été bien tenue dans son ensemble, et les *Rentes Françaises*, en particulier, ont fait preuve de très bonnes dispositions ; aussi accusent-elles une certaine avance.

Les *Valeurs Industrielles Russes* ont été demandées, elles aussi, et quelques-unes enregistrent de sensibles plus-values.

Au Parquet : 3 % perpétuel, 71 fr. 70 contre 71 fr. 05 il y a huit jours ; 3 0/0 Amortissable, 78 fr. 25, en hausse de 1 fr. 35 pour la semaine ; 3 1/2 0/0 Amortissable, 91 fr. 30 ; Extérieure Espagnole, 87 fr. ; Russe 4 0/0 1889, 74 fr. ; Russe Consolidé 1^{er} et 2^e série, 74 fr. 75 ; Russe 5 0/0 1906, 92 fr. 25, au lieu de 90 fr. 70 ; Turc Unifié 4 0/0, 64 fr. 25 ; Banque de France, 4.410 fr. ; Crédit Foncier, 690 fr. ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 900 fr. ; Crédit Lyonnais, 1.080 fr. ; Banque de l'Union Parisienne, 600 fr. ; actions Est, 789 fr. ; Paris-Lyon, 1.041 fr. ; Midi, 930 fr. ; Nord, 1.332 fr. ; Orléans, 1.120 fr. ; Métropolitain, 432 fr. ; Suez, 4.350 fr. ; Thomson-Houston, 559 fr. ; Rio-Tinto ordinaire, grosse coupure, 1.259 fr. ; Sosnowice, 831 fr.

En Banque : Toulou, 1.065 fr. ; Hartmann, 389 fr. ; Maltzof, 580 fr., en hausse de 50 fr. ; Bakou, 1.535 francs, au lieu de 1.475 fr. la semaine dernière ; De Beers ordinaire, 280 fr., contre 270 fr. ; Cape Copper, 78 fr. ; Tharsis, 159 fr. ; Malacca ordinaire, 90 fr. ; Chartered, 16 fr. 75 ; Goldfields, 38 fr. 75 ; Modderfontein B, 119 fr. 50 ; Rand Mines, 120 fr. ; Robinson Gold, 48 fr.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.